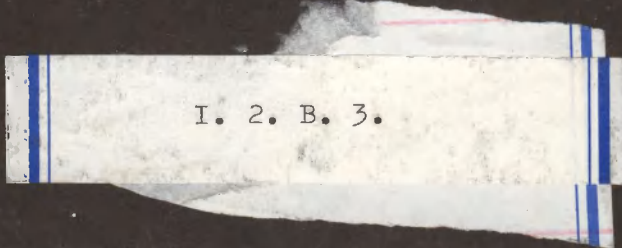


ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ESPAGNE



I. 2. B. 3.

JUILLET 1964

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PARIS

ESPAGNE

STATISTIQUES DE BASE

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km ²)	504,7	Villes principales (recensement de 1960), en milliers d'habitants :	
Superficie agricole (milliers de km ²)	208,3	Madrid	2.260
		Barcelone	1.558
		Valence	505
		Séville	442

POPULATION

Population (recensement de 1960, milliers) .	30.903	Main-d'œuvre (recensement de 1960), en milliers	11.634
Densité au km ² (1960)	61	dont :	
Accroissement naturel net (moyenne 1958- 1962, milliers)	387	Agriculture	4.803
Taux d'accroissement naturel net par 1.000 habitants (moyenne 1958-1962) .	12,8	Industrie	2.749
		Construction	822
		Services	3.260

PRODUCTION

Produit national brut en 1962 (millions de pesetas)	795.555	Origine du produit intérieur brut au coût des facteurs en 1962 (en pourcentages) :	
Produit national brut par habitant en 1962 (S des États-Unis)	430	Agriculture	24
		Industrie et Construction	32
		Autres	44

L'ÉTAT

Consommation publique en 1962 (en % du P.N.B.)	8	Recettes courantes de l'administration cen- trale en 1962 (en % du P.N.B.)	12
Investissements publics en 1962 (en % des investissements totaux)	12	Dette publique interne (en % des recettes courantes de l'administration centrale) . .	98

NIVEAU DE VIE

Consommation d'électricité (kWh par habitant en 1963)	788	Nombre de récepteurs de radio par 1.000 habitants en 1960	88
Pourcentage d'analphabètes en 1960 (per- sonnes au-dessus de 10 ans)	13	Nombre de voitures par 1.000 habitants en 1962	14
Calories, par personne et par jour (1961- 1962)	2.790	Nombre de téléphones par 1.000 habitants en 1963	72
Consommation de viande (kg par personne et par an, 1961-1962)	20,8		

COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services en % du P.N.B. en 1962	12	Importations de biens et services en % du P.N.B. en 1962	13
Exportation en 1963 (en % des exportations totales) :		Importations en 1963 (en % des importations totales) :	
Produits alimentaires	45	Produits alimentaires	18
Matières premières	22	Matières premières	29
Produits manufacturés	33	Produits manufacturés	53

MONNAIE

Unité monétaire : la peseta

Unités monétaires par dollar des États-Unis. 60

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ESPAGNE

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les Membres de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, ainsi que par le Canada et les États-Unis. Aux termes de cette Convention, l'O.C.D.E. a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Économique se continue dans l'O.C.D.E., dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.

Les membres de l'O.C.D.E. sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Ce document a été approuvé
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement
en Juillet 1964.

TABLE DES MATIÈRES

A.	PRODUCTION ET DEMANDE.....	5
	Production totale et facteurs de la demande	5
	Agriculture	6
	Industrie.....	7
	Bâtiment et travaux publics	10
	L'emploi	12
B.	LA SITUATION FINANCIÈRE INTÉRIEURE	12
	Les prix	12
	Les salaires	14
	La monnaie et le crédit.....	15
	Finances publiques	20
C.	TRANSACTIONS AVEC L'ÉTRANGER	24
	La balance des paiements	24
	Commerce extérieur	26
	Transactions invisibles et transferts privés.....	30
	Mouvements de capitaux.....	31
D.	LE PLAN DE DÉVELOPPEMENT DE 1964-1967	32
	Objectifs globaux.....	32
	Lignes directives de la politique du développement	32
	Politique fiscale	34
	Banques et crédit.....	34
	Agriculture	35
	Industrie et transports	35
	Programme d'investissements publics	37
E.	CONCLUSIONS.....	37
* **		
	ANNEXE STATISTIQUE.....	41

PAGE BLANCHE

ESPAGNE

1. L'année 1963 a été marquée en Espagne, par un accroissement sensible du produit national, et tous les facteurs importants de la demande intérieure ont concouru à cette progression. Après la grande montée des prix de l'hiver 1962-63, les mouvements de hausse ont été plus restreints, des récoltes abondantes et un accroissement rapide des importations ayant contribué à les contenir. Une forte reprise des exportations après l'été de 1963 n'a pas suffi à enrayer l'aggravation considérable du déficit commercial. Cependant, l'essor des recettes de tourisme, l'importance des fonds envoyés par les travailleurs émigrés et une recrudescence des entrées de capitaux extérieurs ont déterminé un nouvel accroissement des réserves de devises qui ont atteint 1,1 milliard de dollars en mai 1964.

2. D'après les renseignements dont on dispose sur les premiers mois de 1964, il semble que, dans l'ensemble, les tendances continuent celles de l'année dernière; en dépit du risque de voir apparaître quelques déséquilibres dans certains secteurs, il semble que la marge de sécurité est, en général, suffisante pour permettre aux pouvoirs publics de poursuivre leur politique d'encouragement des investissements productifs. Le moment paraît favorable à l'adoption de mesures et de réformes ayant pour objet de donner une solution aux problèmes à long terme de l'Espagne; le Plan de Développement de 1964-1967, dont l'approbation finale est intervenue en décembre, pourrait être d'une grande utilité à cet égard.

A. PRODUCTION ET DEMANDE

PRODUCTION TOTALE ET FACTEURS DE LA DEMANDE

3. Selon des estimations officielles provisoires, le produit intérieur net a augmenté, l'année dernière, de près de 11 % aux prix courants et de 7 % en termes réels. Les statistiques économiques espagnoles ne permettent généralement pas de chiffrer avec certitude la production et la demande totales, mais le taux de croissance a certainement été élevé car les récoltes ont été bonnes, la situation a continué de s'améliorer nettement dans la plupart des industries, la construction a connu un grand essor et l'expansion a probablement été très forte dans les services.

4. En ce qui concerne la demande, l'augmentation des revenus agricoles, de l'emploi et des salaires dans les professions non agricoles, et des envois de fonds des travailleurs émigrés, ont déterminé une expansion des dépenses des consommateurs en 1963; les dépenses publiques se sont notablement accrues et l'activité de la construction de logements comme les autres catégories d'investissements privés ont pris une très grande extension (ainsi qu'il ressort de l'accroissement considérable des importations de biens d'équipement et des crédits bancaires au secteur privé). La demande étrangère de services a été de plus en plus active et les exportations de marchandises, qui avaient fléchi, au cours des premiers mois de 1963, ont marqué une nette reprise. Plus récemment, on a relevé quelques indications d'un infléchissement de la courbe des investissements productifs du secteur privé, la progression des crédits bancaires s'étant ralentie et les liquidités des banques s'étant accrues; mais les importations de biens d'équipement sont restées considérables dans les premiers mois de 1964 et les enquêtes que l'on mène depuis peu auprès des entreprises montrent que l'expansion se poursuit.

AGRICULTURE

5. Depuis l'été de 1963, les récoltes ont, pour la plupart, été très satisfaisantes¹, notamment celles des produits que l'Espagne exporte traditionnellement. La production de viande a également augmenté. Selon des estimations provisoires, la hausse de l'indice de la production agricole (produits destinés à la consommation humaine seulement) aurait été de 13 % pour l'ensemble de l'année et les prix moyens payés aux agriculteurs auraient monté de 4 % environ. En raison de la pénurie qui a régné pendant l'hiver 1962-63 et des prix élevés pratiqués à cette époque, l'Espagne a dû importer des quantités accrues de denrées alimentaires essentielles, et ces importations, qui étaient faites principalement par l'Organisme Public d'Achats, se sont poursuivies jusqu'aux premiers mois de 1964. Elles ont contribué à contenir les prix des denrées alimentaires, mais par le fait même qu'elles ont souvent ramené ces prix à la production au-dessous des chiffres de pointe antérieures, elles ont provoqué certaines difficultés. C'est pourquoi les pouvoirs publics se sont progressivement orientés vers une politique consistant à réglementer le volume et les prix des importations de denrées alimentaires au moyen de taxes spéciales à l'importation, dont le produit servira soit à compenser les pertes éventuelles de l'Organisme Public d'Achats, soit à financer le soutien des prix des produits agricoles espagnols.

6. Il importe évidemment d'atténuer les fluctuations excessives des prix à la production et à la consommation. On devrait pouvoir y parvenir par l'application de certaines mesures de soutien des prix et par un recours plus souple aux importations et au stockage des denrées alimentaires aux fins de régularisation du marché; à cet égard, on pour-

1. On trouvera les chiffres de production au tableau I de l'Annexe Statistique.

rait utilement réexaminer les rôles respectifs de l'Organisme Public d'Achats (qui paraît s'occuper actuellement d'un trop grand nombre de produits) et du commerce privé. La question de savoir s'il faut assurer le soutien à l'agriculture par le maintien de prix élevés plutôt que par des mesures tendant à améliorer la productivité pose toutefois un problème de fond plus ardu. Si les pouvoirs publics s'orientaient par trop vers une politique de prix élevés¹, on risquerait d'accentuer les pressions exercées sur les prix à la consommation des denrées alimentaires et, partant, sur les salaires. Il est essentiel de déployer le maximum d'efforts possibles en vue d'accroître le rendement de l'agriculture et d'adapter la structure de la production aux caractéristiques nouvelles de la demande. Il faut également améliorer les systèmes de distribution et de commercialisation des produits agricoles, amélioration dont le besoin se fait sentir depuis longtemps. Le mouvement d'abandon des campagnes par les travailleurs transforme progressivement les bases économiques d'une grande partie de l'agriculture espagnole. L'exploitation des grands domaines² était fondée sur l'emploi d'une main-d'œuvre très peu coûteuse, une exonération quasi totale des impôts (voir paragraphe 28 ci-après) et, tout au moins dans le cas du blé, une politique favorable de soutien des prix. L'accroissement substantiel des crédits consentis à l'agriculture en 1963 traduit peut-être une tendance des grandes et moyennes exploitations à augmenter leurs investissements; cependant, d'après les estimations du Ministère de l'Agriculture, les achats de tracteurs et de matériel agricole n'ont pas réellement progressé en 1963. Quant au problème que pose l'existence de très petites exploitations, l'émigration ne pourra certainement pas, à elle seule, en fournir la solution³.

INDUSTRIE

7. Ainsi qu'on le verra au tableau 1, l'indice de la production industrielle est monté de 8 % environ en 1963. Ce nouvel indice provisoire a été établi en prenant l'année 1958 comme année de référence et en opérant les corrections voulues pour tenir compte des entreprises nouvelles; toutefois, il n'englobe pas certaines branches d'activité et donne peut-être une image trop faible de l'accroissement de la production totale. Comme en 1962, l'équipement et l'appareillage, les produits chimiques, le matériel de transport et les matériaux de construction sont parmi les branches d'activité où le taux d'accroissement a été le

1. Par exemple, la récente décision d'arrêter les importations de viande congelée, bien que la production intérieure correspondante ne semble nullement excessive.

2. Depuis le premier recensement de l'agriculture, on dispose maintenant de chiffres officiels sur l'importance de ces domaines. Voir le tableau II de l'Annexe Statistique.

3. On trouvera un exposé détaillé de ce problème dans le chapitre relatif à l'Espagne de la publication de l'O.C.D.E. « Les faibles revenus dans l'agriculture », 1964.

TABLEAU 1. INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Moyenne annuelle 1960 = 100.

	COEFFI- CIENTS DE PON- DÉRATION	1961	1962	1963	1963 PAR RAPPORT A 1962 VARIATION EN POUR- CENTAGE	1963	1964 ¹	VARIATION EN POUR- CENTAGE
						JANVIER-AVRIL		
1. Alimentation, boissons et tabac.....	0,16	106,0	116,9	120,5	3,1	118,0	120,6	2,2
2. Textiles	0,16	109,7	114,7	115,2	0,4	118,3	115,1	- 2,7
3. Métaux communs	0,06	134,3	136,0	144,6	6,2	145,1	174,6	20,3
4. Construction mécanique et matériel de transport.....	0,18	149,6	162,6	183,2	12,7	159,7	204,3	27,9
5. Produits chimiques et pétroliers	0,10	112,0	128,6	143,2	11,4	152,0	167,6	10,3
6. Autres industries manufacturières	0,20	113,1	130,1	145,6	11,9	139,3	166,9	19,8
7. TOTAL des industries manufacturières	0,86	119,5	131,3	142,3	8,4	137,4	156,4	13,8
8. Industries extractives	0,08	103,6	98,5	97,5	- 1,0	101,9	99,5	- 2,4
9. Électricité et gaz.....	0,06	109,8	120,7	132,6	9,9	148,0	163,0	10,1
10. INDICE GÉNÉRAL.....	1,00	117,6	128,2	138,3	7,9	135,5	152,7	12,7

1. Chiffres provisoires.

Source: « Indicators Economicos » de l'Institut National de la Statistique.

plus fort. La production des textiles est restée stationnaire et on constate un certain marasme dans les industries extractives. L'activité a récemment repris dans la sidérurgie, qui a sans aucun doute bénéficié d'une modification des tendances sur les marchés étrangers et des droits protecteurs spéciaux qui ont été institués au début de 1963.

8. Il semble bien que les investissements dans l'industrie sont restés à un niveau élevé, bien qu'il soit difficile de chiffrer les estimations. Certains plans de modernisation subventionnés par l'État (par exemple dans les textiles) paraissent néanmoins n'avoir progressé qu'à un rythme assez lent. En décembre 1963, le Gouvernement a institué des exonérations fiscales et des facilités de crédit particulières, afin d'encourager la fusion des petites entreprises, mais il est encore trop tôt pour que ces mesures donnent des résultats concrets.

9. L'étude économique sur l'Espagne publiée l'année dernière par l'O.C.D.E., donne un aperçu de certaines mesures fixant des dimensions minimales pour la création de nouvelles unités de production dans l'industrie¹, mais les répercussions éventuelles de ces mesures sur l'économie suscitaient quelques appréhensions. Il semble que, pendant la première année où elles ont été appliquées, presque toutes les demandes de création d'entreprises ont été acceptées pour certaines branches d'industries, même si les critères relatifs aux dimensions minimales n'étaient pas remplis. Dans d'autres branches d'activité les autorités ont suivi une politique moins libérale. D'autre part, certains chiffres minimaux de production fixés initialement pour diverses industries ont été relevés ou abaissés. Il semble aussi que, dans certains cas, des productions nouvelles qui ne remplissaient pas les conditions imposées concernant les quantités ont pu être lancées parce qu'elles étaient organisées en association avec des entreprises déjà établies. Une loi nouvelle sur les industries d'« intérêt préférentiel » marque une étape vers la rationalisation de la politique industrielle du gouvernement. Elle stipule que des exonérations fiscales ou d'autres avantages spéciaux seront accordés à toutes les entreprises d'une branche d'industrie ou d'une région géographique données. La loi analogue de 1939, sur les industries d'« intérêt national » faisait bénéficier d'un régime préférentiel des entreprises déterminées et la plupart des entreprises dépendant de l'I.N.I. (Institut National de l'Industrie) se sont vu accorder des privilèges discriminatoires de ce genre. On ignore comment les anomalies qui existent d'ores et déjà seront corrigées.

10. En septembre dernier, le Ministère de l'Industrie a commencé de publier, chaque mois, les résultats d'enquêtes portant actuellement sur 3.000 entreprises environ. Tant que l'on ne disposera pas d'une série plus longue, il faudra cependant interpréter ces données avec prudence;

1. Cette nouvelle méthode de contrôle a été instituée au début de 1963, pour remplacer l'ancienne méthode qui consistait à soumettre à autorisation préalable les investissements de plus de 30 millions de pesetas dans l'industrie.

en particulier certaines tendances qui apparaissent au Tableau 2 où sont résumées les réponses des neuf premiers mois traduisent peut-être simplement l'effet de facteurs saisonniers. Les prévisions des entreprises concernant les commandes et la production laissent présager une poursuite de l'expansion de la demande dans la plupart des secteurs. Les hommes d'affaires estiment presque tous que les prix monteront. En moyenne, 62 % des entreprises questionnées ont déclaré n'avoir reçu aucune commande de l'étranger et ceci bien que les entreprises sur lesquelles portent les enquêtes soient généralement choisies parmi les plus importantes¹. Il faut probablement voir, dans ce fait, la conséquence de l'isolement dans lequel l'industrie espagnole est longtemps restée, par rapport aux marchés étrangers.

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

11. En Espagne, presque toutes les constructions de logements bénéficient d'une aide financière de l'État. D'après les renseignements fournis par le Ministère de la Construction, 188.000 logements ont été terminés l'année dernière, soit une augmentation de 26 % par rapport à 1962. Les services officiels ajoutent un chiffre estimatif de 10 % pour les logements financés exclusivement par des fonds privés : le nombre total de logements achevés en 1963 est ainsi évalué à 207.000, chiffre bien supérieur à l'objectif de 151.000 logements fixé pour cette même année dans le plan de construction à long terme. L'accroissement considérable de la demande dans ce secteur a déterminé de fortes hausses de prix et provoqué des goulots d'étranglement. C'est pourquoi les autorités ont suspendu l'octroi des permis de construire et des concours financiers pour les catégories les plus coûteuses de logements. Elles ont néanmoins rapporté cette décision en octobre 1963 et les demandes de permis de construire avec l'aide de l'État qui n'avaient pas pu être formulées se sont immédiatement matérialisées de sorte que 313.000 demandes ont été présentées pour l'ensemble de l'année contre 216.000 en 1962. Le montant des subventions et crédits à la construction de logements inscrit au nouveau budget est encore très élevé (7,7 milliards de pesetas). On peut s'attendre à enregistrer un nouvel excédent de la demande en 1964.

12. Il semble que l'activité se soit aussi intensifiée dans la construction non résidentielle l'année dernière, de même que dans les travaux publics, dont le volume paraît avoir été beaucoup plus important qu'en 1962. De nouveaux progrès seront probablement enregistrés en 1964 étant donné que de vastes projets de travaux publics sont prévus dans le Plan de Développement et dans le budget (transports, irrigation, urbanisme, construction d'écoles, etc.). Aussi peut-on s'attendre à un accroissement des tensions dans cette branche d'activité.

1. D'autre part, parmi les entreprises questionnées, on compte un certain nombre d'entreprises de construction.

TABLEAU 2. ENQUÊTES SUR LES ENTREPRISES¹
LES CHIFFRES INDIQUÉS REPRÉSENTENT LA DIFFÉRENCE ENTRE LES POURCENTAGES DES RÉPONSES POSITIVES ET NÉGATIVES.
IL N'A PAS ÉTÉ TENU COMPTE DES RÉPONSES « SANS OPINION ».

	1963				1964				
	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	JANV.	FÉV.	MARS	AVRIL	MAI
ENSEMBLE DES INDUSTRIES :									
1. Appréciation :									
Commandes totales	- 6	- 1	- 7	- 1	- 4	+ 1	- 2	- 1	+ 6
Stocks de produits finis	+ 13	+ 7	- 4	- 6	+ 8	+ 3	+ 6	+ 5	+ 6
2. Prévisions :									
Production	+ 13	+ 23	+ 19	+ 26	+ 16	+ 23	+ 28	+ 27	+ 31
Commandes totales	- 1	+ 11	+ 24	+ 18	+ 13	+ 16	+ 23	+ 23	+ 18
Prix	+ 16	+ 15	+ 17	+ 20	+ 20	+ 21	+ 19	+ 14	+ 23
BIENS INTERMÉDIAIRES :									
1. Appréciation :									
Commandes totales	- 15	- 16	- 8	0	+ 2	+ 4	0	- 4	+ 11
Stocks de produits finis	+ 17	+ 9	0	0	+ 13	- 1	+ 8	+ 6	+ 6
2. Prévisions :									
Production	+ 21	+ 21	+ 26	+ 31	+ 18	+ 7	+ 18	+ 23	+ 28
Commandes totales	+ 8	+ 16	+ 44	+ 18	+ 17	+ 2	+ 17	+ 21	+ 12
Prix	0	+ 2	+ 18	+ 14	+ 14	+ 27	+ 11	+ 4	+ 18
BIENS D'ÉQUIPEMENT :									
1. Appréciation :									
Commandes totales	+ 21	0	- 5	- 1	- 5	+ 7	- 2	+ 9	+ 8
Stocks de produits finis	- 5	0	- 1	0	- 2	+ 3	+ 4	+ 3	+ 7
2. Prévisions :									
Production	+ 5	+ 23	- 11	+ 7	+ 13	+ 54	+ 49	+ 43	+ 49
Commandes totales	+ 1	- 12	- 1	+ 13	+ 4	+ 34	+ 22	+ 28	+ 23
Prix	+ 41	+ 34	+ 23	+ 36	+ 30	+ 17	+ 39	+ 43	+ 44
BIENS DE CONSOMMATION :									
1. Appréciation :									
Commandes totales	+ 14	+ 20	- 8	- 8	- 12	- 7	- 7	- 7	- 4
Stocks de produits finis	+ 4	+ 10	- 11	- 5	+ 9	+ 9	+ 7	+ 5	+ 3
2. Prévisions :									
Production	+ 23	+ 27	+ 38	+ 36	+ 16	+ 22	+ 27	+ 20	+ 23
Commandes totales	+ 25	+ 28	+ 12	+ 8	+ 15	+ 33	+ 35	+ 20	+ 22
Prix	+ 15	+ 20	+ 17	+ 14	+ 22	+ 12	+ 14	+ 5	+ 8

1. L'enquête est effectuée mensuellement ; les entreprises interrogées sont priées d'exprimer leur opinion concernant la situation du moment et d'indiquer dans quel sens la situation évoluera, à leur avis, au cours des 2 ou 3 mois suivants.

Source: « Informe sobre coyuntura industrial », Ministère de l'Industrie.

L'EMPLOI

13. On ne dispose pas encore de statistiques sûres concernant l'emploi¹. L'Institut de la Statistique a commencé d'effectuer l'an dernier des enquêtes trimestrielles sur l'emploi et les salaires qui devraient fournir des données plus sûres. Il est probable qu'en 1963 l'emploi total a progressé d'environ 2,5 % dans l'industrie et que des augmentations se sont également produites dans la construction et les services. L'émigration vers l'Europe Occidentale s'est sensiblement accrue en 1963 et a atteint un chiffre d'environ 180.000²; en revanche, l'émigration hors du continent est tombée à environ 23.000. Ces facteurs ont certainement déterminé une régression du chômage, aussi bien apparent qu'occulte. Bien que le nombre des inscriptions aux bureaux de placement (reproduits dans l'Annexe statistique) fassent apparaître une augmentation dans l'industrie, ils traduisent plus vraisemblablement le fait que la proportion des chômeurs inscrits est plus grande; de plus, il semble que l'on exige désormais des travailleurs ayant l'intention d'émigrer en passant par les filières officielles qu'ils s'inscrivent préalablement au chômage. Pour ces motifs et pour d'autres raisons, il faut faire preuve de beaucoup de prudence dans l'interprétation des statistiques du chômage; néanmoins, il se peut aussi qu'elles traduisent le passage du chômage occulte au chômage apparent qui accompagne l'émigration des travailleurs des campagnes vers les villes.

B. LA SITUATION FINANCIÈRE INTÉRIEURE

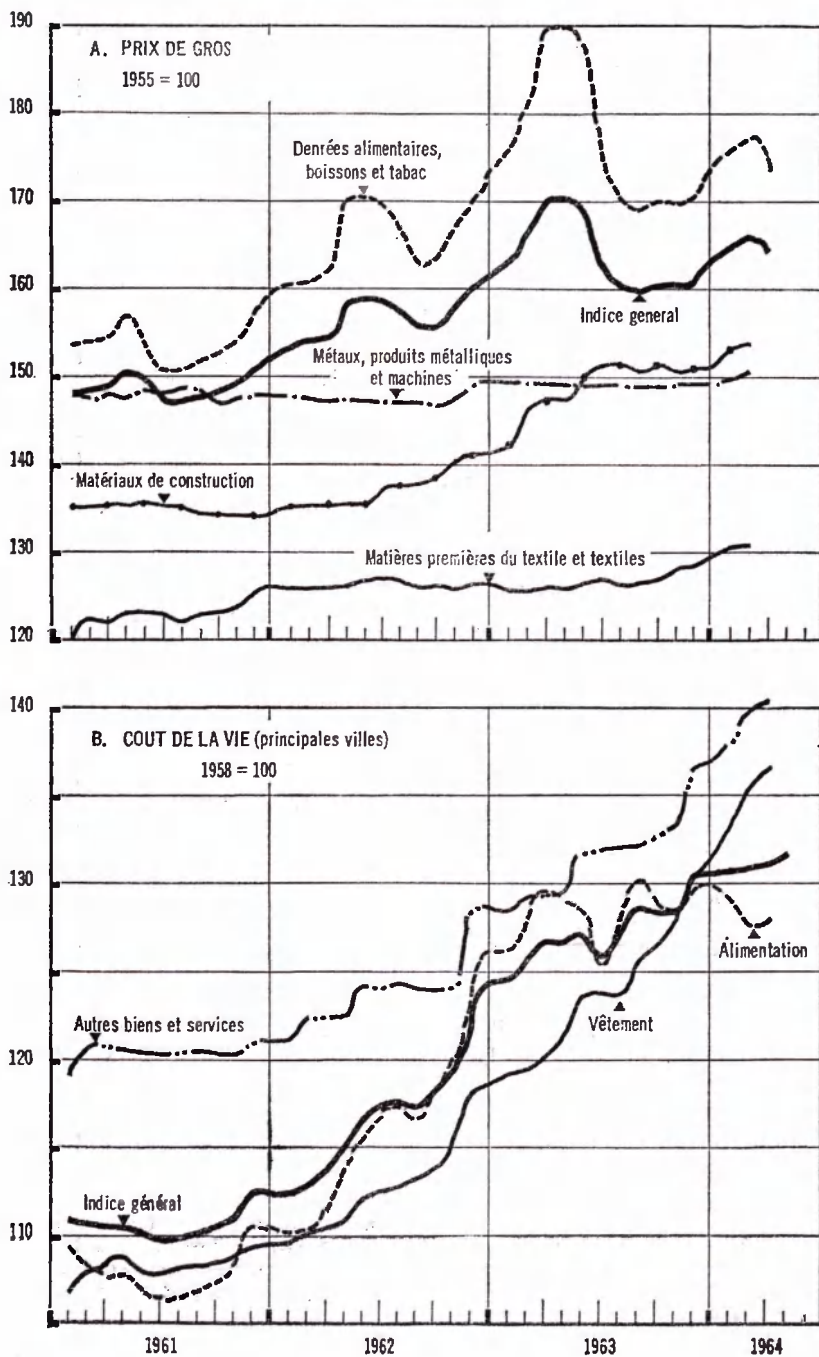
LES PRIX

14. Comme l'indiquent le tableau 3 et les diagrammes la très forte hausse marquée par les indices des prix jusqu'au printemps 1963 a été due en grande partie à l'évolution des prix alimentaires que par la suite, de bonnes récoltes et une politique d'importations massives de produits alimentaires essentiels ont fait baisser; la hausse saisonnière de ces prix au cours des derniers mois de 1963 a été relativement limitée. Dans les premiers mois de 1964, les prix de gros des produits agricoles sont restés assez stables et les prix alimentaires à la consommation ont fléchi. Les prix de gros des produits non agricoles n'ont pas beaucoup augmenté — exception faite des matériaux de construction — ce qui est dû sans doute au fort volume des importations. En revanche, l'indice du coût de la vie a continué de progresser, bien que les prix

1. L'étude économique sur l'Espagne publiée en 1963 par l'O.C.D.E. donnait quelques exemples de chiffres contradictoires provenant de sources officielles diverses. Certains indices publiés par l'Institut de la Statistique donnaient un tableau peu vraisemblable de l'emploi dans l'industrie, lequel dans une période de forte expansion de la demande et de la production serait resté à peu près au niveau où il se trouvait antérieurement en période de récession. Ces indices ont été profondément remaniés et font maintenant apparaître une augmentation appréciable de l'emploi dans l'industrie au cours des deux dernières années.

2. Nouvelles évaluations du Ministère du Travail, cf. Annexe Statistique.

Graphique 1. INDICES DES PRIX



Source : Institut national de la statistique.

des denrées alimentaires aient fléchi, ce qui dénote l'existence de certaines tensions sous-jacentes. L'indice partiel du vêtement et de la chaussure a monté de 13 % d'avril 1963 à avril 1964. Comme on peut malaisément discerner l'action des augmentations de salaires, il est difficile de déterminer dans quelle mesure cette évolution peut être également la conséquence d'une stagnation de la productivité et de l'existence de structures monopolistiques au stade de la production et de la distribution. Une politique d'importation plus libérale pourrait accélérer les ajustements qui sont nécessaires dans ces cas.

TABLEAU 3. ÉVOLUTION DES PRIX

	AUGMENTATIONS ANNUELLES MOYENNES %		VARIATIONS EN POURCENTAGES PENDANT LA PÉRIODE ¹					
	1962	1963	1962		1963		1963	1964
			A	B	A	B	DÉC. A	AVRIL
	PRIX DE GROS (1955 = 100) :							
1. Indice général	+ 4,9	+ 4,2	+ 3,9	+ 1,8	+ 0,6	+ 0,3	+ 5,4	+ 3,1
2. Produits agricoles	+ 7,4	+ 6,4	+ 9,5	+ 0,2	+ 1,8	- 3,4	+ 12,8	- 0,2 ²
3. Produits industriels	+ 0,9	+ 1,4	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,8	+ 1,9
COUT DE LA VIE (1958 = 100) :								
4. Indice général	+ 5,7	+ 8,8	+ 4,4	+ 5,3	+ 1,6	+ 3,8	+ 2,9	+ 0,6
5. Alimentation	+ 7,7	+ 10,0	+ 6,3	+ 6,5	+ 0,5	+ 3,1	+ 4,3	- 1,1
6. Vêtement	+ 4,2	+ 9,9	+ 3,0	+ 5,4	+ 4,2	+ 5,6	+ 1,8	+ 4,3
7. Loyer	+ 6,3	+ 4,4	+ 2,5	+ 2,2	+ 1,1	+ 3,2	+ 0,4	+ 1,7
8. Dépenses ménagères	+ 2,0	+ 7,9	+ 1,3	+ 3,4	+ 3,8	+ 5,3	+ 1,5	+ 1,9
9. Autres biens et services	+ 2,5	+ 6,3	+ 1,9	+ 3,0	+ 2,4	+ 4,2	+ 0,5	+ 2,0

1. « A » = décembre à juin ; « B » = juin à décembre.

2. Décembre à mars.

Source : Instituto Nacional de Estadística.

LES SALAIRES

15. L'expansion de l'activité économique, l'émigration ainsi que l'élévation à 60 pesetas du salaire minimum journalier au début de 1963 sont autant de facteurs qui ont probablement entraîné de nouvelles et notables augmentations de salaires l'année dernière. Les chiffres officiels ne manquent pas, mais sont peu sûrs¹. Les premiers résultats des enquêtes trimestrielles de l'Institut de la Statistique sur les salaires

1. Les gains horaires dans l'industrie (non compris le groupe bâtiment et travaux publics) ont augmenté de 22 % d'après les indices de l'Institut de la Statistique, ou de 13 % d'après ceux de l'Organisation syndicale. Pour certaines branches d'activité, les différences sont encore plus importantes : 36 % ou 13 % par exemple dans les textiles.

ont été publiés récemment. Ils ont trait aux gains horaires dans les principales branches d'activité ventilés par catégories de travailleurs; ces enquêtes s'étendront aussi prochainement à l'agriculture. Comme les séries disponibles ne portent que sur les quatre trimestres de 1963, il est impossible de faire une comparaison avec les années précédentes. En tout état de cause, les indices provisoires (1^{er} trimestre de 1963 = 100) établis pour chaque branche d'activité paraissent confirmer des augmentations assez importantes de salaires en 1963. D'autre part, d'après les indications fournies par le Ministère du Travail, 995 accords collectifs intéressant quelque 1,9 million de travailleurs, ont été conclus l'année dernière.

16. Les salaires des travailleurs agricoles semblent avoir beaucoup augmenté l'an passé du fait du relèvement de la demande de main-d'œuvre imputable à l'abondance des récoltes, de l'émigration vers les villes et vers l'étranger et de la hausse du salaire minimum légal. (De nombreux travailleurs agricoles recevaient auparavant moins de 60 pesetas par jour). Le Ministère de l'Agriculture chiffre l'augmentation à 23 %, alors qu'elle avait été de 12 % en 1962; il convient toutefois de noter que cet indice traduit surtout les très fortes augmentations des salaires des travailleurs saisonniers qui avaient été enregistrées l'année dernière; pour les autres catégories de travailleurs, la hausse paraît avoir été plus faible.

LA MONNAIE ET LE CRÉDIT

17. En 1963, la masse monétaire a augmenté de 42 milliards de pesetas, augmentation légèrement inférieure à celle de 1962 (15,2 % contre 18,5 % en 1962). Ce ralentissement s'est surtout produit, comme on peut le voir dans le tableau 4, au cours des deuxième et troisième trimestres et il a été suivi d'une très rapide expansion pendant les derniers mois de l'année. L'irrégularité de l'évolution suivie par la masse monétaire a donc été plus accentuée en 1963 que les années précédentes. Les dépôts d'épargne et les dépôts à terme se sont sensiblement accrus (+ 19 %), moins toutefois qu'en 1962 (+ 23 %) et 1961 (+ 21 %). Le secteur public, suivant une orientation qui avait commencé en 1962, a joué un rôle plus expansionniste, dû en partie à la quasi-disparition des excédents budgétaires et en partie à des opérations hors budget (voir tableau 6A ci-après). L'excédent de la balance des paiements a été plus faible qu'en 1962 pour l'ensemble de l'année 1963; mais il est devenu plus important au second semestre. Les crédits accordés par le système bancaire au secteur privé ont augmenté de 20 %, contre 27 % en 1962.

18. Au cours du premier semestre de 1963, la pression qui s'exerçait sur les prix étant assez forte, les autorités monétaires ont pris certaines mesures pour ralentir la rapide expansion des crédits accordés par les banques commerciales. Leur coefficient de liquidité a été relevé à 13 % à la fin de mai; en même temps, les dépôts des établissements publics

TABLEAU 4. MONNAIE ET CRÉDIT

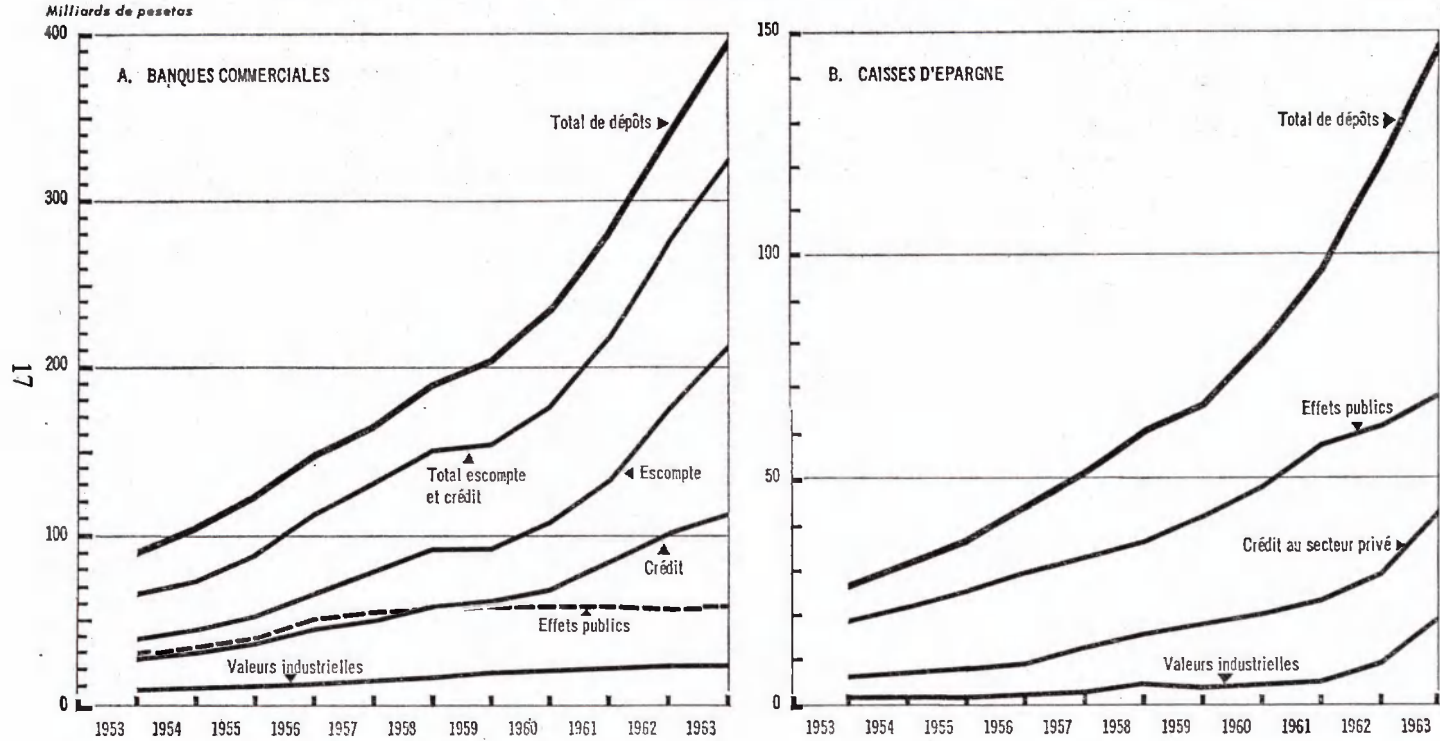
En milliards de pesetas. Variations au cours de la période indiquée.

	1960	1961	1962	1963	1962				1963				1964
					I	II	III	IV	I	II	III	IV	I
<i>Catégories d'avoirs liquides:</i>													
I. MASSE MONÉTAIRE.....	+ 2,5	+ 28,8	+ 43,1	+ 41,9	- 4,6	+ 10,1	+ 14,6	+ 23,1	- 4,2	+ 5,4	+ 11,0	+ 29,7	- 3,4
a) Numéraire.....	+ 5,4	+ 8,9	+ 14,1	+ 14,9	- 0,7	+ 3,4	+ 6,7	+ 4,8	+ 0,1	+ 2,7	+ 7,2	+ 4,9	- 0,7
b) Dépôts à vue.....	- 2,9	+ 19,9	+ 29,0	+ 26,9	- 3,9	+ 6,7	+ 7,9	+ 18,3	- 4,3	+ 2,7	+ 3,8	+ 24,7	- 2,7
II. INSTRUMENTS QUASI MONÉTAIRES.....	+ 43,9	+ 39,1	+ 50,7	+ 51,8	+ 14,1	+ 8,4	+ 12,8	+ 15,5	+ 14,2	+ 9,0	+ 13,2	+ 15,4	+ 16,8
a) Dépôts d'épargne.....	+ 25,9	+ 22,1	+ 28,2	+ 33,0	+ 6,3	+ 4,0	+ 7,7	+ 10,1	+ 7,9	+ 4,5	+ 9,3	+ 11,3	+ 9,2
b) Dépôts à terme.....	+ 23,4	+ 17,0	+ 22,6	+ 18,8	+ 7,8	+ 4,4	+ 5,1	+ 5,4	+ 6,3	+ 4,5	+ 3,9	+ 4,1	+ 7,6
III. DÉPÔTS EN DEVISES.....	- 0,8	+ 0,8	+ 0,5	+ 1,9	+ 0,1	+ 0,1	- 0,2	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,2	+ 1,3	+ 0,1	+ 1,2
TOTAL DES AVOIRS LIQUIDES.....	+ 51,0	+ 68,7	+ 94,3	+ 95,6	+ 9,6	+ 18,6	+ 27,0	+ 39,1	+ 10,4	+ 14,5	+ 25,5	+ 45,2	+ 14,6
<i>Contreparties:</i>													
I. SECTEUR PUBLIC.....	+ 2,2	- 0,7	+ 5,5	+ 11,6	- 4,3	- 7,1	+ 12,3	+ 4,6	- 3,6	- 8,8	+ 13,1	+ 10,9	+ 9,2
A. Avances et prêts.....	- 5,4	- 9,2	+ 3,3	+ 3,8	- 3,5	- 7,6	+ 10,9	+ 3,5	- 4,9	- 10,2	+ 11,7	+ 7,2	+ 8,6
a) Administration centrale.....	- 0,4	- 2,8	- 0,7	- 2,5	- 5,2	- 5,1	+ 1,2	+ 8,4	- 4,8	- 3,6	+ 4,7	+ 1,2	+ 4,0
b) Institutions autonomes.....	- 4,8	- 3,2	+ 4,6	+ 4,5	- 0,2	- 2,3	+ 8,6	- 1,5	- 0,8	- 4,2	+ 6,2	+ 3,3	+ 3,7
dont:													
avances au S.N.T.....	- 4,7	+ 0,8	+ 3,9	+ 2,3	- 1,0	- 1,7	+ 8,5	- 1,9	- 1,6	- 2,8	+ 6,5	+ 0,2	- 1,6
c) Établissements officiels de crédit.....	- 0,2	- 3,3	- 0,7	+ 1,8	+ 1,9	- 0,2	+ 1,1	- 3,4	+ 0,7	- 2,3	+ 0,7	+ 2,7	+ 0,8
B. Financement de la dette publique ¹	+ 7,6	+ 8,5	+ 2,2	+ 7,8	- 0,7	+ 0,5	+ 1,4	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,3	+ 3,8	+ 0,6
II. SECTEUR PRIVÉ.....	+ 27,9	+ 48,8	+ 75,0	+ 76,9	+ 10,5	+ 18,0	+ 16,7	+ 29,9	+ 15,8	+ 20,7	+ 11,3	+ 29,0	+ 6,1
a) Crédits et escompte.....	+ 25,3	+ 47,0	+ 69,8	+ 66,3	+ 9,8	+ 16,7	+ 15,9	+ 27,5	+ 13,2	+ 17,8	+ 8,6	+ 26,6	+ 3,8
b) Valeurs mobilières.....	+ 2,6	+ 1,8	+ 5,2	+ 10,6	+ 0,7	+ 1,3	+ 0,8	+ 2,4	+ 2,6	+ 2,9	+ 2,7	+ 2,4	+ 2,3
III. SECTEUR EXTÉRIEUR.....	+ 23,7	+ 21,2	+ 14,8	+ 10,0	+ 5,1	+ 5,6	+ 3,3	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,2	+ 5,0	+ 2,7	+ 4,5
a) Banque d'Espagne et I.E.M.E.....	+ 25,4	+ 19,7	+ 11,1	+ 5,4	+ 4,7	+ 4,6	+ 2,4	- 0,5	- 0,1	- 0,6	+ 4,1	+ 2,0	+ 3,8
b) Fonds de contrepartie.....	- 1,7	+ 1,5	+ 3,7	+ 4,6	+ 0,4	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,4	+ 2,2	+ 0,8	+ 0,9	+ 0,7	+ 0,7
IV. AUTRES POSTES.....	- 2,6	- 0,7	- 1,1	- 2,9	- 1,7	+ 2,1	- 5,3	+ 3,7	- 3,9	+ 2,4	- 3,9	+ 2,6	- 5,2

1. Comprend les fonds d'État et les titres de l'Institut national de l'Industrie (I.N.I.). On n'en connaît pas la ventilation.

Source: Banque d'Espagne.

Graphique 2. CRÉDITS ET DÉPÔTS BANCAIRES



Source: Banque d'Espagne.

de crédit et des caisses d'épargne auprès des banques commerciales ont été progressivement réduits. L'influence de ces mesures a été renforcée par des facteurs saisonniers. C'est ainsi que la liquidité moyenne des banques semble être tombée au-dessous de 13 % à la fin de juillet et que l'augmentation des crédits au cours du troisième trimestre a été très faible. Les autorités ont réagi en augmentant les facilités de réescompte des effets commerciaux ordinaires. Après l'été, les facteurs saisonniers ayant évolué et la balance des paiements ayant accusé un excédent important (auquel semblent avoir contribué les emprunts à court terme effectués par les banques à l'étranger), le système bancaire a enregistré de fortes entrées de fonds; le montant total des dépôts s'est accru de 54 milliards d'août à décembre, alors que pour l'ensemble de l'année, l'augmentation a été de 79 milliards. Au cours du dernier trimestre les crédits au secteur privé ont augmenté de 26,6 milliards contre 27,5 milliards pour la même période en 1962.

19. L'expansion du crédit bancaire au secteur privé a été beaucoup moins prononcée au premier trimestre de 1964 que pendant le trimestre correspondant de 1963 (cf. Tableau 4). Mais le secteur public a eu une influence expansionniste qui est allée à l'encontre de l'évolution saisonnière normale (cf. Tableaux 4 et 6A), et la balance des paiements a de nouveau fait apparaître un excédent. En définitive, la contraction de la masse monétaire pendant les trois premiers mois de 1964 a été à peu près aussi importante que l'année précédente. Il ressort de données préliminaires qu'en avril le crédit bancaire au secteur privé a connu une expansion relativement forte et que le secteur public a joué un rôle moins expansionniste en mai.

20. Le tableau 5 présente un résumé des moyens de financement extérieur du secteur privé¹ au cours des quatre dernières années et montre que leur montant total a considérablement augmenté au cours de cette période. En 1963, les apports de ressources nouvelles se sont ralentis et leur ventilation entre les divers modes de financement s'est profondément modifiée. Les fonds à moyen terme et à long terme ont représenté une part plus importante du total; cette évolution souhaitable a été due à l'action délibérée des pouvoirs publics. L'expansion des crédits bancaires a été plus faible. En revanche, les caisses d'épargne ont joué un rôle progressivement plus important; se conformant aux directives nouvelles données par les autorités elles ont affecté dans une plus large mesure que l'année précédente leurs liquidités à l'octroi de crédits et à l'augmentation de leur portefeuille de titres de sociétés privées. Elles ont également intensifié leurs achats de fonds publics². Les

1. Les sociétés dont l'état est propriétaire par l'intermédiaire du « holding » de l'I.N.I. sont classées comme faisant partie du secteur public.

2. Obligations du Gouvernement et émissions de l'I.N.I. garanties par l'État ; on n'en connaît pas la ventilation. Un décret de mars 1964 confirme l'obligation pour les caisses d'épargne de consacrer 60 % de l'augmentation de leurs dépôts à l'achat de fonds publics dans; la mesure où elles ne peuvent pas trouver à acquérir des fonds d'État, elles peuvent acheter des obligations privées à la place.

TABLEAU 5. LE FINANCEMENT EXTÉRIEUR DU SECTEUR PRIVÉ.

Augmentations annuelles nettes ; en milliards de pesetas.

	1960	1961	1962	1963	1963 en %
1. Crédits des banques commerciales	21,2	41,0	58,9	48,4	(43,4)
2. Crédits des caisses d'épargne	2,3	3,3	6,1	12,7	(11,4)
3. Émissions d'obligations et d'actions . . .	18,2	19,5	24,2	39,7	(35,6)
4. Établissements officiels de crédit	8,1	7,3	5,9	10,7	(9,6)
5. Total	49,8	71,1	95,1	111,5	(100,0)

Source : Banque d'Espagne, bulletins mensuels.

opérations de prêt des établissements publics de crédits réorganisés ont aussi beaucoup augmenté; d'après les prévisions du budget de 1964, elles peuvent prendre encore plus d'ampleur cette année. Ces établissements continuent, en général, à appliquer des taux d'intérêt qui fixés autrefois à des époques différentes pour des secteurs déterminés sont dans la plupart des cas anormalement bas et ne présentent aucune homogénéité. Il semble que dans quelques cas ces taux ont été relevés, mais aucune révision générale du système n'a encore eu lieu. Il n'apparaît pas non plus que l'on ait cherché à donner une certaine souplesse à ce système dans la pratique, comme le montrent des décisions récentes qui autorisent le réescompte automatique de certaines catégories de papier par la Banque d'Espagne à un taux fixé d'avance.

21. En 1963, plus du tiers du financement extérieur du secteur privé a été assuré par le marché financier, contre un quart en 1962. L'augmentation a été particulièrement importante en ce qui concerne les obligations privées qui ont représenté plus de la moitié du total des émissions privées, ce fait étant lié aux achats effectués par les caisses d'épargne et dont il a été question plus haut. La multiplication des achats de l'étranger a aussi beaucoup contribué à renforcer l'activité du marché financier. Les émissions publiques, qui avaient diminué en 1962, sont passées de 7 à 14 milliards du fait de l'accroissement des emprunts du Trésor et de l'I.N.I. (voir Tableau 6A). De ce fait, le montant total des émissions de titres a atteint le niveau sans précédent de 54 milliards, alors que la pointe précédente enregistrée en 1961 avait été de 34 milliards. Comme on le verra dans l'Annexe statistique, les cours des actions ont baissé l'an passé, de même que ceux des obligations publiques et privées.

22. En 1963, ont été élaborées les modalités d'application de la plupart des principes fondamentaux qui régiront à l'avenir la structure du système bancaire espagnol et qui sont énoncés dans la loi sur les banques d'avril 1962. Le principal but visé est de spécialiser davantage les banques commerciales et les banques d'investissement de façon à faire plus nettement la distinction entre les deux types d'établissements

bancaires. Les banques qui ont actuellement un caractère mixte devront opter entre ces deux activités et on leur laissera un assez long délai pour opérer la transformation. Les nouvelles banques d'investissement faciliteront les opérations de financement à moyen et à long terme, mais elles ne seront pas autorisées à pratiquer des opérations de financement à court terme (sauf avec les entreprises dans lesquelles elles possèdent des participations importantes); elles pourront accepter des dépôts de toutes sortes et émettre des bons de caisse à long terme qui jouiront d'importants avantages fiscaux.

FINANCES PUBLIQUES

23. D'après les chiffres provisoires des réalisations budgétaires, les recettes publiques ont augmenté d'environ 15 % en 1963 et les dépenses de 22 %. Au lieu du déficit de 5,2 milliards de pesetas prévu au début de l'année, l'exercice se solde par un excédent de 0,6 milliard, chiffre toutefois, très inférieur à ceux des excédents des trois années précédentes (Tableau 6A). Les recettes ont correspondu approximativement aux prévisions. Le rendement des impôts indirects a augmenté de 16 % et ces impôts ont produit les deux tiers du total des recettes fiscales. Les recettes provenant des impôts directs ont augmenté de 9,5 %; le fait que ce taux a probablement été inférieur à celui de l'accroissement du revenu national (en valeur nominale) montre bien la nécessité d'une réforme fiscale (voir paragraphes 27 et 28 ci-après). Les prévisions de dépenses, établies initialement à 104,7 milliards ont été par la suite portés à 115 milliards principalement par le report des autorisations de dépenses qui n'avaient pas été utilisées en 1962¹; ce niveau plus élevé n'a d'ailleurs pas été atteint. Les dépenses en capital (investissements directs et transferts) ont considérablement augmenté, de près de 40 %; cependant, des retards de caractère technique et administratif ont empêché la réalisation de l'expansion encore plus importante que laissaient prévoir les estimations révisées. Les dépenses courantes ont augmenté de 10,3 milliards, soit 16 %. A concurrence de 4 milliards, cette augmentation est due aux subventions nouvelles accordées aux collectivités locales pour compenser les pertes de recettes découlant de la suppression de certains impôts municipaux indirects. Le relèvement des traitements des enseignants, des postiers, etc. et le chiffre plus élevé des transferts du budget à la Caisse de Sécurité Sociale (2 milliards) ont aussi contribué à l'accroissement des dépenses courantes. Toutefois, celui-ci a été plus faible que ne le laissaient prévoir les estimations révisées. Les finances publiques ont donc eu une influence expansionniste certaine, mais moindre qu'on ne l'avait prévu à l'origine; ce changement était évidemment souhaitable du point de vue de l'équilibre général, étant donné la forte expansion des autres principaux facteurs de la demande intérieure.

1. En Espagne, l'exercice budgétaire est de deux ans. Pour la seconde année (en l'occurrence, 1963) les prévisions sont révisées par décision ministérielle.

24. En décembre, le Trésor a vendu pour 5 milliards d'obligations à long terme, montant approximativement égal à celui des transferts nets du budget aux établissements officiels de crédit pendant l'année 1963. De nouveau, et bien que des mesures aient été prises pour étaler l'incidence des finances publiques sur l'ensemble de l'année, les dépenses budgétaires se sont surtout concentrées dans les derniers mois de 1963. Une des plus graves difficultés auxquelles se heurtent les services du budget réside dans le fait que normalement, il y a un renversement de position d'un semestre à l'autre (l'excédent du premier semestre étant remplacé par un déficit, au second semestre), et que ce mouvement vient s'ajouter à d'autres mouvements saisonniers (achats consécutifs aux récoltes, afflux de touristes et versements de deux mois doubles de salaires et de traitements, en juillet et décembre).

25. Le budget établi pour 1964 présente les dépenses selon une classification améliorée et offre la possibilité d'opérer avec plus de souplesse les transferts des crédits d'investissements d'un chapitre à un autre; un autre trait saillant de ce budget est qu'il permet l'émission de bons du Trésor à court terme. Il ne donne toutefois pas encore une image exacte des finances de l'État¹; en particulier, une partie des traitements des fonctionnaires continue à provenir de caisses extrabudgétaires alimentées par des impôts spéciaux. Les recettes prévues pour 1964 sont supérieures d'environ 11 % au résultat de 1963. L'augmentation correspondante des dépenses totales est de 11,5 %; mais alors que pour les dépenses courantes l'accroissement serait d'environ 6 %, celui des dépenses en capital est chiffré à 24 %. Les crédits affectés aux investissements ont été répartis conformément à l'ordre de priorité établi dans le Plan de développement; on note, entre autres, d'importantes augmentations pour l'enseignement et les transports. Il n'est cependant pas possible d'apprécier très exactement l'importance des modifications apportées à la répartition des investissements publics tant que l'on ne connaîtra pas les résultats détaillés de 1963. Les dons et les prêts destinés à la construction privée de logements (y compris les catégories les plus coûteuses d'habitations) sont maintenus au même niveau élevé (7,7 milliards) que dans les premières prévisions pour 1963. Le nouveau budget étant à peu près en équilibre, il faudrait, pour que les transferts (bruts) aux établissements officiels de crédit doublent ainsi qu'il est prévu, que le Gouvernement emprunte environ 15 milliards, contre 5 milliards en 1963. En juin 1964, le Trésor a vendu pour 5 milliards d'obligations à long terme.

26. Selon des renseignements préliminaires, les dépenses budgétaires totales des cinq premiers mois de 1964 n'ont été supérieures que de 4,4 % à celles de la période correspondante de 1963, et l'excédent budgétaire saisonnier a été beaucoup plus élevé (8,8 milliards de pesetas contre 5,6 milliards). En revanche, les opérations hors budget ont eu pour effet d'accroître de 1,1 milliard la dette du Trésor envers la Banque

1. Il est également difficile d'obtenir des informations récentes et complètes sur les finances des collectivités locales et des institutions publiques autonomes.

TABLEAU 6A. FINANCES PUBLIQUES

En milliards de pesetas.

	CHIFFRES EFFECTIFS				PRÉ- VISIONS	CHIFFRES EFFEC- TIFS ¹	PRÉ- VISIONS 1964	CHIFFRES EFFECTIFS ²		
	1959	1960	1961	1962				1963		
								1962	1963	1964
							JANVIER-AVRIL			
RECETTES :										
1. Recettes budgétaires	63,2	72,7	81,1	95,0	109,8	109,1	120,8	30,1	36,0	40,1
<i>dont :</i>										
2. Impôts directs	21,8	23,5	25,9	29,5	33,1	32,0	34,5	8,1	8,5	9,8
3. Impôts indirects	33,5	40,1	47,8	55,2	64,3	64,1	69,0	17,6	21,2	24,9
4. Budget annexe ³	3,9	2,8	5,1	3,8	3,7	3,8	9,1	1,3	2,2	0,8
5. RECETTES TOTALES	67,8	75,5	86,2	98,8	113,5	112,9	129,9	31,4	38,2	40,9
DÉPENSES :										
6. Dépenses budgétaires courantes	42,1	48,8	56,4	64,5	78,3	74,8	79,2	...	...	...
<i>dont :</i>										
7. Défense	11,1	13,3	13,9	17,2	17,8	19,2	20,0	4,6	6,0	6,7
8. Dépenses budgétaires d'investissements (civils)	17,6	18,2	17,5	24,5	36,7	33,7	41,8	...	...	...
9. Dépenses budgétaires totales (6 + 8)	59,7	67,1	73,9	89,0	115,0	108,5	121,0	21,8	31,4	32,2
10. Solde du budget courant (1 - 6)	+ 21,1	+ 23,9	+ 24,7	+ 30,5	+ 31,5	+ 34,3	+ 41,6	...	...	...
11. Solde du budget total (1 - 9)	+ 3,5	+ 5,6	+ 7,2	+ 6,0	- 5,2	+ 0,6	- 0,2	+ 8,3	+ 4,6	+ 7,9
12. Budget annexe ³	3,3	3,1	4,7	4,4	3,7	4,0	9,1	1,7	1,1	0,7
13. Transferts aux Établissements officiels de crédit (nets)	1,3	7,3	10,1	7,2	8,7	7,4	15,0	2,2	- 0,5	4,5
14. Divers	0,5	- 1,3	1,3	-	-	1,2	-	- 2,8	- 1,0	4,3
15. DÉPENSES TOTALES	64,8	76,2	90,0	100,6	127,4	121,1	145,1	22,9	31,0	41,7
16. SOLDE NET (5 - 15)	+ 2,5	- 0,7	- 3,8	- 1,8	- 13,9	- 8,2	- 15,2	+ 8,5	+ 7,2	- 0,8
<i>financé par :</i>										
17. Émissions du Trésor	-	1,0	3,0	0,5	13,9	5,0	15,0	-	-	-
18. La Banque d'Espagne (Compte courant du Trésor)	- 2,5	- 0,4	0,8	1,3	-	3,2	0,2	- 8,5	- 7,2	+ 0,8
<i>Pour mémoire :</i>										
19. Émissions de l'I.N.I.	4,1	8,8	9,6	4,9	7,1	8,6	8,6	0,5	1,5	2,1

1. Chiffres provisoires.

2. La « Sección apéndice » est comprise dans les chiffres des dépenses budgétaires totales (poste 9).

3. Principalement des dépenses financées sur les fonds de contrepartie de l'aide des États-Unis.

Sources: Renseignements fournis par les autorités espagnoles et Bulletins mensuels de la Banque d'Espagne.

TABLEAU 6B. DÉPENSES BUDGÉTAIRES

En milliards de pesetas.

	RÉALISATIONS DE 1962 ¹				PRÉVISIONS POUR 1963				PRÉVISIONS POUR 1964					
	COU- RANTES	INVE- TISSE- MENTS	SUBVEN- TIONS	TOTAL	COU- RANTES	INVE- TISSE- MENTS	SUBVEN- TIONS	TOTAL	COU- RANTES	INVE- TISSE- MENTS	SUBVENTIONS			TOTAL
											COU- RANTES	D'INVE- TISSE- MENT	TOTAL	
1. Travaux publics	2,4	5,0	8,8	16,2	3,0	12,5	8,9	24,4	3,2	10,0	2,9	5,4	8,3	21,5
2. Enseignement	4,6	0,6	1,2	6,4	5,2	0,6	1,2	7,0	7,1	1,6	1,3	1,6	2,9	11,6
3. Agriculture	0,3	—	4,2	4,5	0,3	—	5,0	5,3	0,4	0,7	0,4	5,0	5,4	6,5
4. Construction et loge- ments	0,1	0,4	7,9	8,4	0,1	0,5	7,7	8,3	0,1	0,3	0,3	7,4	7,7	8,1
5. Industrie	0,2	0,1	0,6	0,9	0,2	0,1	0,6	0,9	0,1	0,1	0,3	0,1	0,4	0,6
6. Défense et aviation civ.	16,3	4,0	0,2	20,5	14,4	3,2	—	17,6	15,8	2,8	0,3	—	0,3	18,9
7. Dette publique	4,6	1,7	—	6,3	5,1	1,8	—	6,9	4,7	2,2	—	—	—	6,9
8. Divers	17,7	7,4	4,9	30,0	21,8	2,2	10,3	34,3	27,9	6,6	11,4	0,9	12,3	46,8
9. TOTAL	46,2	19,2	27,8	93,2	50,1	20,9	33,7	104,7	59,3	24,3	16,9	20,4	37,3	120,9

1. Paiements autorisés ; les chiffres du Tableau 6 A ont trait aux dépenses effectuées.

Source: « Informacion Estadistica » du Ministère des Finances, et budgets de 1963 et 1964.

Centrale, ce qui va à l'encontre des tendances saisonnières des dernières années. La tendance des ouvertures de crédits laisse présager une accélération des dépenses budgétaires pour les prochains mois.

27. Les Cortes viennent d'approuver d'importantes mesures de réforme fiscale. Leur objectif général est de simplifier et de rationaliser le régime fiscal, en s'orientant vers une réduction du nombre des impôts indirects accompagnée d'un élargissement de la gamme des biens et services assujettis à ces impôts, et vers l'institution d'un impôt général sur le revenu qui remplacerait les divers impôts cédulaires qui frappent actuellement des catégories particulières d'avoirs et de revenus. On envisage aussi d'améliorer les méthodes suivies pour établir l'assiette de l'impôt et en assurer les rentrées. L'application pratique des nouvelles mesures s'étendrait sur une période de 3 à 4 ans.

28. Une réforme du régime fiscal actuel est effectivement bien nécessaire. Mis à part les droits d'importation et l'impôt sur l'essence, les principaux impôts indirects frappent un petit nombre de matières premières et de produits semi-finis. Étant donné qu'on ne peut envisager que se poursuive l'expansion récente et exceptionnelle des importations et qu'en matière de politique économique générale, l'Espagne devra tôt ou tard abaisser ses droits de douane, elle devra nécessairement rechercher en partie l'augmentation de ses recettes fiscales dans l'élargissement de l'assiette des impôts indirects et leur meilleure répartition économique, ainsi que dans les impôts directs, ce qui pose de graves problèmes. On peut citer au nombre des anomalies actuelles, l'impôt sur les propriétés agricoles, dont le rendement total s'est approximativement maintenu au cours des quatre dernières années au niveau de 1,5 milliard de pesetas seulement. Les petites exploitations ne sont pas soumises à cet impôt, mais étant donné l'importance des très grands domaines, ce chiffre est anormalement bas. Le rendement des impôts sur le revenu des personnes physiques (exception faite des impôts sur les traitements qui sont retenus à la source) est également faible, ce qui dénote l'existence d'une évasion fiscale généralisée. La mise en œuvre des mesures nouvelles devrait corriger au moins certaines de ces anomalies. Il convient de signaler une particularité du régime fiscal espagnol : le montant de certains impôts directs et indirects est établi globalement pour certaines branches d'activité et groupes professionnels. Les autorités ont décidé de continuer à appliquer ce système. La réforme des impôts ne devrait pas seulement améliorer l'incidence de la charge fiscale, mais elle devrait entraîner une augmentation appréciable des recettes, qui sera indispensable dans une période où l'on envisage de développer fortement les investissements publics.

C. TRANSACTIONS AVEC L'ÉTRANGER

LA BALANCE DES PAIEMENTS

29. Bien que le déficit commercial ait encore augmenté de presque 300 millions de dollars et ait ainsi dépassé 1 milliard de dollars (sur la

base des statistiques de paiements), la balance générale des paiements de 1963 a fait apparaître un excédent de plus de 100 millions de dollars. Les réserves officielles ont augmenté de 86 millions de dollars en 1963 et se sont encore accrues de 54 millions au cours des cinq premiers mois de 1964; à la fin de mai, elles se chiffraient à 1.147 millions de dollars, soit l'équivalent de 7 mois d'importations c.a.f. de 1963.

TABLEAU 7. LA BALANCE DES PAIEMENTS¹

En millions de dollars.

	1960	1961	1962	1963 ²
1. Importations (f.o.b.)	688,0	1.037,9	1.438,2	1.791,1
2. Exportations (f.o.b.)	745,2	759,2	800,3	785,9
3. BALANCE COMMERCIALE	+ 57,1	- 278,7	- 637,9	- 1.005,2
4. Voyages à l'étranger	246,5	330,5	465,8	611,0
5. Autres services	- 0,4	6,9	1,4	- 35,0
6. Remises des travailleurs	57,6	116,2	146,0	195,0
7. Autres transferts privés	41,2	59,9	63,1	56,4
8. BALANCE COURANTE	+ 402,0	+ 234,8	+ 38,4	- 177,8
9. Investissements directs	36,0	38,2	38,9	67,3
10. Investissements de portefeuille	10,5	18,3	48,2	87,1
11. Eximbank et Fonds de Prêts au Développement	28,0	40,9	35,0	18,5
12. Autres capitaux privés	- 9,2	34,0	- 17,1	31,5
13. Transferts du secteur public	31,5	46,4	11,9	6,5
14. Mouvements de capitaux publics	20,6	21,0	13,4	4,6
15. BALANCE DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX DES SECTEURS NON MONÉTAIRES	+ 117,4	+ 198,8	+ 130,3	+ 215,5
16. Erreurs et omissions	- 59,6	- 77,5	33,7	67,1
17. MOUVEMENTS MONÉTAIRES	- 459,8	- 356,1	- 202,8	- 104,7
<i>dont :</i>				
18. Opérations avec le F.M.I. et le F.M.E.	- 12,5	- 74,0	- 15,0	- 16,5
19. Variations des réserves (augmentation = -) ³	- 341,3	- 321,3	- 144,1	- 85,4
20. Comptes en pesetas convertibles	-	22,3	18,9	41,7
21. Engagements en pesetas envers le gouvernement des États-Unis	11,0	- 27,5	- 48,0	- 57,5
22. Divers	- 117,0	44,4	- 14,6	13,0

1. Les chiffres pour 1962 et 1963 reflètent une amélioration en ce qui concerne le champ couvert et la classification; certaines rubriques ne sont pas rigoureusement comparables à celles des années précédentes.

2. Données provisoires.

3. Or et devises convertibles.

Source: Ministère du Commerce.

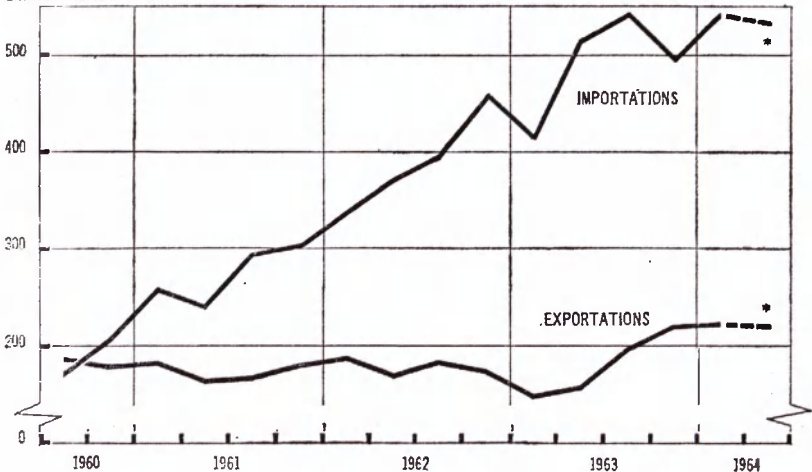
COMMERCE EXTÉRIEUR

30. Les importations ont poursuivi leur progression rapide en 1963 de sorte qu'elles ont dépassé de plus de 25 % en valeur celles de 1962, sur la base des statistiques douanières. La plus forte augmentation a été enregistrée pour les produits alimentaires et les biens d'équipement, représentant environ les trois-quarts de l'accroissement total. Le rythme s'est un peu ralenti au dernier trimestre de 1963 mais cette tendance ne s'est pas confirmée pendant les premiers mois de 1964. Au cours des cinq premiers mois de 1964, les importations ont été supérieures de 17 % à celles de la période correspondante de l'année précédente (18 % si l'on fait abstraction des produits agricoles et alimentaires). Les importations de biens d'équipement ont continué de progresser rapidement (+ 24 %) de même que les importations de produits alimentaires. Toutefois, à en juger par la valeur des licences délivrées et des déclarations d'importation on peut s'attendre à ce que le taux d'accroissement soit beaucoup moins élevé au cours des prochains mois.

31. Au cours des derniers mois de 1963, les exportations ont rattrapé le terrain perdu au premier semestre de sorte qu'en valeur, elles se sont établies à peu près au même chiffre qu'en 1962 pour l'ensemble de l'année. Ce redressement tient surtout à l'amélioration des récoltes des produits dont l'Espagne est traditionnellement exportatrice. La valeur des exportations, non compris les produits agricoles et alimentaires,

Graphique 3. COMMERCE EXTÉRIEUR
CHIFFRES CORRIGÉS DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Millions de dollars E.U.
Chiffres trimestriels

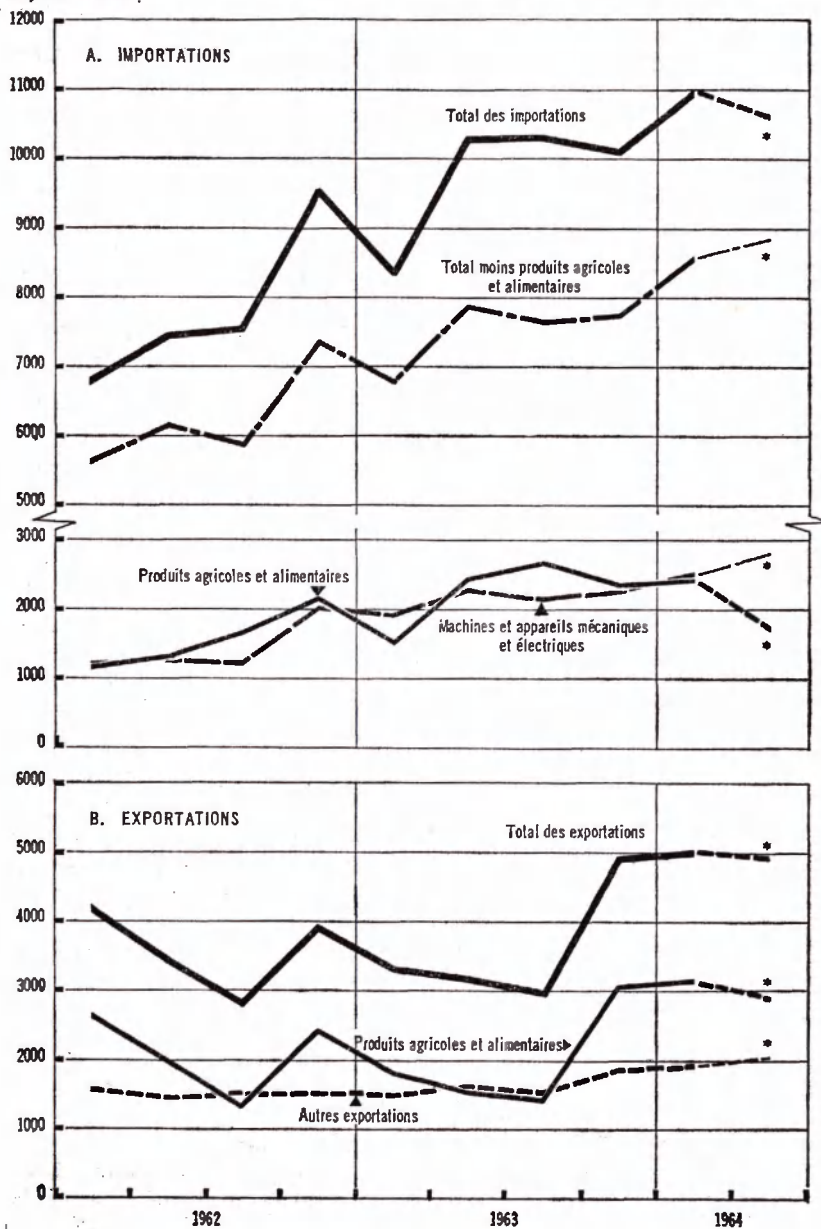


* Avril-mai.

Source : Principaux indicateurs économiques de l'O.C.D.E.

Graphique 4. COMMERCE EXTÉRIEUR PAR GROUPES DE PRODUITS

Millions de pesetas
Moyenne mensuelle



* Avril-mai.

Source: « Estadística del Comercio Exterior de España ». Dirección General de Aduanas.

TABLEAU 8. COMMERCE EXTÉRIEUR

En millions de dollars.

	1960	1961	1962	1963	JANVIER A MAI		
					1962	1963	1964
A. IMPORTATIONS							
1. Produits agricoles et alimentaires ...	110	246	316	457	96,6	157,7	179,4
2. Produits minéraux	26	39	46	59	15,2	22,4	30,6
3. Produits pétroliers	150	178	247	248	92,3	96,5	114,6
4. Produits chimiques	101	135	180	220	52,3	63,8	79,6
5. Pâtes, papiers et livres	23	29	35	46	13,5	18,2	21,9
6. Coton brut, textiles et vêtement	41	89	103	88	65,7	36,5	48,9
7. Métaux et produits en métaux	63	84	152	186	51,9	85,4	81,8
8. Matériel et équipement	120	167	286	431	103,2	176,2	219,0
9. Matériel de transport	42	73	112	100	46,5	38,3	37,9
10. Divers	45	52	93	120	51,8	75,0	90,3
11. Total	721	1.092	1.570	1.955	589	770	904
B. EXPORTATIONS							
1. Produits agricoles et alimentaires ...	394	391	418	389	206,7	149,9	253,2
2. Produits minéraux	31	35	28	27	12,3	11,2	13,2
3. Produits pétroliers	44	42	45	46	18,1	21,1	14,6
4. Produits chimiques	37	35	37	36	16,2	15,4	22,2
5. Pâtes, papiers et livres	14	19	21	24	3,7	4,1	6,3
6. Coton brut, textiles et vêtement	57	58	39	51	18,6	21,4	24,4
7. Métaux et produits en métaux	91	58	40	44	16,6	16,7	24,0
8. Matériel et équipement	10	22	25	26	11,6	10,7	15,1
9. Matériel de transport	4	4	28	39	6,8	8,0	12,9
10. Divers	42	46	53	55	26,4	22,4	32,1
11. Total	726	710	734	736	337	281	418

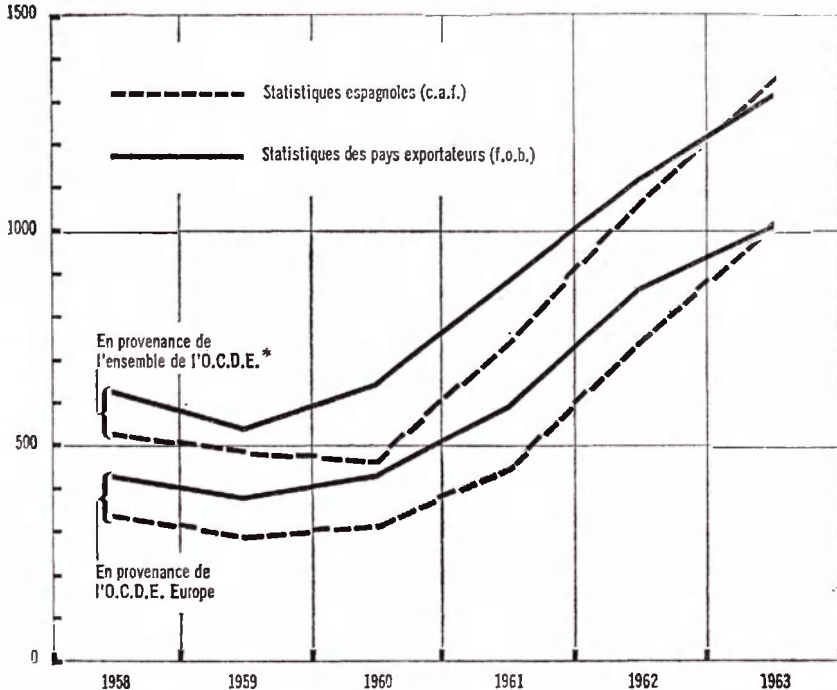
Source: « Estadística del Comercio Exterior ». Dirección General de Aduanas.

a augmenté de 8 % environ par rapport à 1962. Au cours des cinq premiers mois de 1964, on a enregistré des progrès sensibles pour tous les principaux produits d'exportation; la valeur des exportations, non compris les produits agricoles et alimentaires, a été supérieure d'environ 26 % à celle de la période correspondante de 1963. Il se peut par conséquent que l'on assiste cette année à un regain d'activité des exportations espagnoles qui s'étaient virtuellement stabilisées depuis 1960.

32. Les statistiques douanières de 1963 font apparaître une évolution qui pourrait être très significative pour l'interprétation des tendances de l'économie espagnole. Depuis de longues années, la valeur c.a.f. des importations en provenance des pays Membres de l'O.C.D.E. était, d'après les statistiques espagnoles, bien inférieure à la valeur f.o.b. des exportations de ces pays à destination de l'Espagne telle qu'elle ressortait des statistiques de ces mêmes pays. L'écart s'était particulièrement accentué au cours des années qui ont précédé la mise en œuvre du Programme de Stabilisation de 1959 alors que des taux de change

**Graphique 5. IMPORTATIONS ESPAGNOLES
EN PROVENANCE DES PAYS DE L'O.C.D.E.**

Millions de dollars E.U.
Chiffres annuels



* Non compris le Japon.

Source : Statistiques du Commerce extérieur de l'O.C.D.E.

multiples étaient en vigueur et que les importateurs étaient fortement incités à faire des fausses déclarations; il est toutefois resté notable même après la disparition de ces circonstances particulières. Au début de 1963, les douanes espagnoles ont apporté des améliorations aux méthodes employées pour recueillir et établir les données du commerce extérieur. C'est probablement la raison pour laquelle les statistiques relatives aux importations en provenance des pays Membres de l'O.C.D.E. (soit 70 % des importations totales de l'Espagne pour 1963) sont les premières qui correspondent d'une façon plausible aux statistiques des pays exportateurs. On peut en tirer les déductions suivantes :

- i) bien que les importations espagnoles se soient certainement beaucoup accrues depuis 1960, les taux d'accroissement enregistrés entraînent un élément dû uniquement aux améliorations apportées à l'établissement des statistiques. Par exemple, d'après les statistiques espagnoles, les importations en prove-

nance des pays Membres européens auraient augmenté de 66 % en 1962 et encore de 36 % en 1963, mais d'après les statistiques des pays exportateurs (qui paraissent maintenant confirmées par les statistiques douanières améliorées de l'Espagne) elles n'auraient progressé que de 47 et 14 % respectivement. Il n'est pas impossible que l'accroissement réel des importations totales ait été de l'ordre de 15 % en 1963; en tout état de cause, il a probablement été bien inférieur aux 25 % indiqués au paragraphe 30 ci-dessus;

- ii) l'amélioration des statistiques économiques espagnoles a conduit à voir sous un jour nouveau des séries relativement sûres comme celles du commerce extérieur; l'amélioration d'autres statistiques considérées comme beaucoup moins sûres pourrait bien donner des résultats encore plus remarquables.

33. La question de l'exactitude des statistiques a posé des problèmes analogues dans le cas des exportations. Une difficulté supplémentaire vient de ce que les produits exportés en consignment (agrumes, etc.) sont nécessairement déclarés en douane pour une faible valeur théorique. Aussi fait-on subir une importante correction à la valeur des exportations indiquée dans le tableau de la balance des paiements pour tenir compte de ce facteur (cette correction, estimative a atteint 50 millions de dollars pour 1963).

34. La politique suivie en matière d'importations de denrées alimentaires pendant la période considérée est exposée au paragraphe 5 ci-dessus. En ce qui concerne les autres importations, le processus de libération progressive des années précédentes a été pratiquement interrompu en 1963. Des restrictions ont même été remises en vigueur dans quelques cas (tracteurs et réfrigérateurs, par exemple) où la concurrence étrangère semblait causer des difficultés à l'industrie locale. Un fait a toutefois une valeur générale plus significative : les dernières listes de libération sont très restreintes et le Gouvernement n'a pas annoncé depuis février 1963 l'adoption de nouvelles mesures destinées à rapprocher le régime d'importation espagnol de celui des autres pays Membres. Comme la balance des paiements continue d'être favorable, cette politique s'explique par le fait que les producteurs espagnols veulent bénéficier d'une protection venant se surajouter à celle que leur offre déjà un tarif douanier généralement élevé.

TRANSACTIONS INVISIBLES ET TRANSFERTS PRIVÉS

35. Les recettes nettes provenant du tourisme et des envois de fonds des travailleurs émigrés ont poursuivi en 1963 leur remarquable progression (augmentant de plus de 30 %). Ainsi qu'il ressort du tableau 7, ces recettes ont atteint au total 800 millions de dollars environ, c'est-à-dire autant que les recettes d'exportation. Le tourisme a continué de se développer au cours des premiers mois de 1964. Les statistiques

relatives aux règlements en devises font apparaître un léger fléchissement des envois de fonds des émigrants depuis l'été dernier, mais il n'est pas encore possible de dire s'il s'agit d'une tendance durable¹.

TABLEAU 9. RECETTES ET PAIEMENTS EN DEVISES

En millions de dollars.

	JANVIER-AVRIL		
	1962	1963	1964
1. Importations	394,0	533,7	636,5
2. Exportations	318,2	280,2	374,7
3. BALANCE COMMERCIALE	- 75,8	- 253,5	- 261,8
4. Voyages à l'étranger	88,3	114,9	185,2
5. Autres services	- 5,3	- 2,6	- 10,0
6. Transferts privés	50,4	63,2	58,1
7. BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS	+ 57,6	- 78,0	- 28,5
8. Capitaux privés à long terme	58,0	66,4	104,5
9. Capitaux publics à long terme et transferts	- 20,0	- 5,0	- 26,7
10. BALANCE DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX A LONG TERME ET DES TRANSFERTS PUBLICS	+ 38,0	+ 61,4	+ 77,8
11. Erreurs et omissions	0,7	0,7	0,1
12. MOUVEMENTS MONÉTAIRES	- 96,3	+ 15,9	- 49,4
dont :			
13. Variations des réserves en or et en devises convertibles (augmentation = -)	- 77,0	+ 13,0	- 50,0

Source: Información Comercial Española.

MOUVEMENTS DE CAPITAUX

36. L'accroissement, pourtant considérable, des recettes invisibles n'a pas été suffisant pour compenser le déficit commercial accru. Mais le déficit de 180 millions de dollars de la balance des paiements courants a été plus que compensé par un afflux croissant de capitaux extérieurs. Les investissements de portefeuille en particulier, ont poursuivi leur progression rapide. Le mode de comptabilisation de plusieurs catégories de mouvements de capitaux privés suscite quelques difficultés d'interprétation; il semble cependant que les « rapatriements » de capitaux en provenance d'Amérique latine ont de nouveau été importants (ils comprenaient peut-être des capitaux fuyant ces pays). En outre, la situation des liquidités des banques pendant une partie de l'année dernière paraît avoir donné lieu à des emprunts à court terme à l'étranger. Bien que les

1. Le classement provisoire de certains postes des statistiques courantes — par exemple le classement dans les recettes du tourisme des fonds rapportés par les travailleurs rentrant de l'étranger — est révisé lors de l'établissement des estimations annuelles de balance des paiements.

mouvements exceptionnels de capitaux et les mouvements de capitaux à court terme aient contribué à gonfler les réserves officielles l'année dernière, la balance de base a probablement encore été en excédent.

D. LE PLAN DE DÉVELOPPEMENT DE 1964-1967

37. Le Plan quadriennal de Développement qui est entré en application le 1^{er} janvier dernier est expressément fondé sur l'hypothèse que l'Espagne peut faire progresser son économie non pas en « imposant des sacrifices excessifs à la génération actuelle » mais en utilisant rationnellement les ressources existantes. L'abaissement nécessaire du rapport capital/production sera, d'après le Plan, obtenu par le jeu plus libre du mécanisme du marché et par une révision des critères et de l'ordre de priorité des investissements du secteur public. L'objectif primordial est de réaliser un taux de croissance annuel du P.N.B. de 6 %. Le revenu par habitant, évalué à 360 dollars pour l'année 1962 devrait atteindre 470 dollars en 1967.

OBJECTIFS GLOBAUX

38. Les objectifs généraux sont présentés dans un tableau macro-économique (voir Tableau 10) où est décrite l'évolution prévue des principales grandeurs pendant la période 1964 à 1967. On estime que la population active augmentera de 1 % et la productivité globale, de 5 % par an. Ainsi qu'on le verra dans ce tableau, la formation brute de capital doit progresser de 9 % par an et sa part dans le P..N.B passer de 22 à 24,4 % entre 1962 et 1967. Pour que cet objectif puisse être atteint, il faudra que soient limités à 5 et 5,5 % par an respectivement les accroissements de la consommation du secteur public et du secteur privé.

39. Selon le Plan, le financement des investissements et des autres dépenses de développement sera assuré par une augmentation progressive de l'épargne intérieure (6,5 % par an environ) et un apport important de capitaux étrangers; le déficit de la balance des biens et services passerait de 13 milliards de pesetas environ en 1962 à près de 40 milliards en 1967. Les exportations augmenteraient de 10 % et les importations de 9 % par an en moyenne. On espère que l'apport net des entrées de capitaux étrangers et des envois de fonds des travailleurs émigrés sera assez élevé pour combler le déficit qui en résultera, soit 140 milliards de pesetas pour les quatre années du Plan.

LIGNES DIRECTIVES DE LA POLITIQUE DU DÉVELOPPEMENT

40. Après avoir exposé les principaux objectifs, le Plan définit, en termes très généraux, les politiques à suivre. En premier lieu, il est reconnu que la stabilité financière est indispensable à la réussite du Plan et qu'à cette fin l'Espagne devra pratiquer

une politique des prix efficace. L'action que les pouvoirs publics mèneront pour assurer l'équilibre général devra être fondée sur les principes suivants :

- a) Toutes les dépenses publiques (c'est-à-dire dépenses courantes et dépenses d'investissement de l'administration centrale, des autorités locales et des organismes autonomes mais non des établissements de crédit officiel ni des entreprises d'État) devront être couvertes au moyen des recettes ordinaires.
- b) L'équilibre des paiements extérieurs devra être assuré par l'accroissement des recettes provenant des transactions invisibles, des entrées de capitaux et de l'accroissement des exportations.
- c) Application des mesures à court terme appropriées en vue de prévenir un gonflement exagéré de la demande (il est fait mention en particulier du recours aux importations comme instrument régulateur des prix).
- d) Une politique des revenus devra être élaborée (une Commission des Revenus présentera au Gouvernement des rapports semestriels sur la répartition des revenus et mettra au point les mesures à prendre pour assurer une répartition plus équitable).

TABLEAU 10. LE PLAN QUADRIENNAL DE DÉVELOPPEMENT
ORIGINE ET UTILISATION DES RESSOURCES

En milliards de pesetas.

	1962	1963 AUX PRIX DE 1962	AUGMEN- TATION ANNUELLE MOY. EN VOLUME %	1967 AUX PRIX DE 1962
1. P.N.B.	775,8	828,5	6	1.045,8
2. Importations de biens et services	102,1	129,8	9	184,3
3. RESSOURCES DISPONIBLES	877,9	958,3	...	1.230,1
4. Consommation privée	557,5	600,0	5,5	743,5
5. Dépenses publiques courantes	60,5	71,3	5	86,6
6. Formation brute de capital fixe	150,7	167,0	9	235,0
7. Variations des stocks	20,0	20,0	...	20,0
8. Exportations de biens et services	89,2	100,0	...	145,0
dont :				
a) Biens	47,3	45,3	10	67,1
b) Tourisme	30,7	42,0	11	63,7
c) Autres services	11,2	12,7	...	14,2
9. (= 2 - 8) Déficit extérieur	12,9	29,8	...	39,3

Source: Le Plan de développement.

41. En ce qui concerne le secteur public, le Plan annonce une rationalisation des procédures comptables, ainsi que des méthodes d'octroi des subventions et crédits officiels. Toutefois, il ne donne guère de précisions

sur l'important problème du fonctionnement des entreprises d'État; par exemple, il n'indique pas clairement comment les privilèges importants dont elles jouissent actuellement seront réduits. Il mentionne aussi la rationalisation de l'appareil administratif ainsi que l'amélioration des statistiques économiques.

42. Quant au secteur privé, il bénéficiera, pour atteindre les objectifs prévus, de certains encouragements des pouvoirs publics qui favoriseront d'autre part le libre jeu du mécanisme du marché. Des « centres de développement économique » seront organisés dans les régions sous-développées en vue d'en stimuler l'industrialisation et d'atténuer ainsi les inégalités qui existent en Espagne entre secteurs de production et entre régions. Les entreprises qui exécutent des projets approuvés dans les centres de développement économique bénéficieront pendant cinq ans au minimum d'avantages considérables, tels que abattement d'impôts, crédits spéciaux et subventions. Un décret pris en février énumère les branches particulières d'activité qui bénéficieront de ces privilèges spéciaux dans sept centres.

POLITIQUE FISCALE

43. Les autorités espagnoles estiment que si elles continuent d'augmenter au taux actuel, les rentrées d'impôts seront suffisantes pour couvrir les besoins du budget pendant la période d'application du Plan, et elles ont déclaré qu'elles n'entendent pas relever les taux d'imposition. Le Plan prévoit diverses réformes tendant à simplifier le régime fiscal actuel, et en particulier la suppression de taxes secondaires dont le produit est faible par rapport aux frais de perception. Aux termes du Plan, ces réformes auront pour objectif premier non pas d'accroître les recettes mais de répartir plus équitablement les charges fiscales. Les autorités auront en particulier recours aux exonérations et aux ristournes d'impôts pour encourager une réorganisation de l'industrie, les exportations, les investissements productifs, etc.

BANQUES ET CRÉDIT

44. En ce qui concerne le système bancaire, les tendances vers un certain assouplissement et une plus grande spécialisation, amorcées par l'adoption de la loi d'avril 1962, se trouveront encore renforcées. La tâche essentielle des banques d'investissement sera de fournir des fonds à moyen et à long terme aux nouvelles entreprises industrielles et agricoles. D'autre part, le rôle des établissements officiels de crédit sera élargi et leur fonctionnement, réorganisé (il est prévu dans le Plan que le système actuellement peu réaliste des taux d'intérêts différenciés sera entièrement révisé). Le Plan prévoit de nouvelles mesures concernant la Bourse des valeurs et la politique d'investissement des Caisses d'Épargne afin d'orienter les ressources existantes vers des investissements plus productifs (ces mesures ont été récemment adoptées).

AGRICULTURE

45. Le Plan insiste sur la nécessité de relever la productivité de l'agriculture afin d'accroître les approvisionnements en denrées alimentaires alors que l'emploi diminue dans ce secteur. (On estime à environ 340.000 le nombre des personnes qui abandonneront l'agriculture de 1962 à 1967). Les pouvoirs publics entendent fermement encourager l'adaptation de la production agricole aux nouvelles tendances de la demande. Ils donneront la priorité au reboisement, à l'irrigation et à la rationalisation du régime foncier (regroupement des propriétés trop petites, sans mention toutefois des « latifundia »). Pour encourager ces opérations, on aura recours aux avantages fiscaux et à l'octroi de conditions favorables de crédit, et le Plan prévoit qu'une proportion importante (20,5 % environ) des investissements totaux du secteur public sera affectée à l'agriculture pendant la période 1964-67.

TABLEAU 11. PROJECTIONS CONCERNANT L'EMPLOI

En milliers.

	1962	VARIATIONS ANNUELLES MOYENNES %	1967	VARIATIONS ABSOLUES
1, Agriculture	4.710	- 1,5	4.370	- 340
2, Industrie	3.850	2,9	4.440	+ 590
3, Services	3.260	2,2	3.640	+ 380
4, Total	11.820	1,0	12.450	+ 630

Source: Plan de développement pour 1964-1967.

INDUSTRIE ET TRANSPORTS

46. Le Plan vise à surmonter les principales difficultés qui entravent l'industrie espagnole : équipement vétuste, structures inadéquates, usines de trop faibles dimensions, etc... Quelques principes directeurs sont énoncés, dont l'application serait de nature à accélérer la rationalisation de la production et l'abaissement des prix de revient :

- a) passage progressif à une économie ouverte où la concurrence pourrait jouer plus librement et les capitaux étrangers seraient admis sans restriction;
- b) application de mesures telles que des réductions d'impôt ou l'expropriation de terres à des fins d'installation ou d'expansion afin de favoriser l'efficacité technique et la concentration des petites unités de production;
- c) exécution d'un important programme de travaux publics destinés à renforcer l'infrastructure du pays (amélioration des routes et des voies ferrées, modernisation des ports, etc.) et à accroître la production d'énergie et de minéraux.

TABLEAU 12. PROGRAMME DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

En milliards de pesetas.

	1964	1965	1966	1967	TOTAL	PART PROPOR- TIONNELLE
INVESTISSEMENTS SOCIAUX :						
1. Enseignement	3,6	4,3	6,4	8,6	22,9	(6,8)
2. Logement et développement urbain	15,2	16,0	16,8	17,5	65,6	(19,6)
3. Santé publique et affaires sociales	0,6	1,1	1,2	0,9	3,8	(1,1)
4. Services d'information	0,2	0,2	0,05	0,05	0,5	(0,1)
5. Investissements civils dans les services de défense	1,2	1,3	1,4	1,6	5,6	(1,7)
INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS :						
6. Agriculture	4,3	4,7	4,9	5,4	19,3	(5,8)
7. Irrigation	11,7	12,1	12,2	12,9	48,9	(14,6)
8. Transports	17,0	19,8	22,1	23,4	82,4	(24,6)
9. Télécommunications	0,5	0,4	0,4	0,4	1,8	(0,5)
10. Tourisme	0,3	0,3	0,4	0,4	1,4	(0,4)
11. Recherche scientifique et technique	0,4	0,5	0,4	0,3	1,7	(0,5)
12. Commerce intérieur	0,3	0,3	0,2	0,2	1,0	(0,3)
13. Autres branches d'activité	3,1	2,9	3,4	3,9	13,3	(4,0)
14. Centres de développement économique et industries de base et d'exportation	0,7	1,0	1,2	2,0	5,0	(1,5)
15. Investissements attendant l'approbation	0,7	1,0	1,2	2,0	4,9	(1,5)
16. Fourniture de fonds destinés aux investissements financiers dans le secteur public	12,3	13,6	14,9	16,4	57,3	(17,1)
17. TOTAL	72,2 (+15%) ¹	79,4 (+ 10 %)	87,3 (+ 10 %)	96,0 (+ 10 %)	335,0	(100,0)

1. Augmentation en pourcentage, par rapport aux estimations officielles concernant les investissements publics de 1963 : (62,8 milliards).

Source : Le Plan de Développement.

PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

47. Le Plan est « indicatif » à l'égard du secteur privé, en ce sens qu'il se borne à énoncer à son intention des directives générales. En revanche, les mesures qui visent le secteur public ont un caractère « impératif » et la pièce maîtresse du Plan est le programme d'investissements publics (voir Tableau 12). Pour l'ensemble de la période d'application du Plan, les investissements publics sont chiffrés à 335 milliards de pesetas au total, soit à peu près le double du niveau atteint au cours des quatre dernières années.

48. Ce programme englobe les investissements de l'État ainsi que ceux des institutions publiques autonomes (« organismos autonomos ») et des collectivités locales (« corporaciones locales »). Il est aussi explicitement indiqué que le programme « comprend les investissements réels — en d'autres termes les dépenses directes d'équipement et de services — au même titre que les investissements financiers — l'octroi de crédits ou les achats d'actions ou d'obligations ». Un ordre de priorité a été fixé pour ces investissements en fonction de « critères économiques et sociaux » comme la situation de la balance des paiements et la création d'emplois. Priorité sera donnée aux investissements dans l'enseignement, l'agriculture et les transports. On trouvera au tableau 12 une ventilation sommaire, par branches d'activité, des investissements publics pour la période 1964-1967. Il n'est pas aisé de dégager très nettement les modifications que l'on se propose d'apporter à la composition des investissements publics ni les problèmes qui risquent de se poser dans des branches d'activité données ou sur des marchés particuliers.

49. Le Plan est fondé sur un accroissement important du montant total des investissements publics : le chiffre prévu pour 1964 représente une augmentation de 15 % environ par rapport aux estimations officielles de 1963 qui étaient elles-mêmes supérieures de 21 % à celles de 1962. Les « fournitures de fonds pour investissements financiers dans le secteur public » constituent un élément très important — 17 % environ du total — du programme. Ce poste comprend principalement le financement de l'I.N.I., mais le Plan ne fournit aucune précision sur le taux d'expansion probable des investissements de l'I.N.I. ni sur leur ventilation par branches d'activité. Il semble donc que le programme relatif au fonctionnement des entreprises d'État ait, à peu près comme pour les activités du secteur privé un caractère « indicatif ».

E. CONCLUSIONS

50. Au début de 1963, sous l'effet de l'accroissement rapide de la demande de biens de consommation et d'équipement ainsi que des fortes pressions qui s'exerçaient sur les prix, le problème de la stabilité financière intérieure s'est de nouveau posé, et cela pour la première fois depuis l'entrée en application du Programme de Stabilisation de 1959.

Néanmoins, la tension s'est beaucoup atténuée au deuxième semestre grâce à l'abondance des récoltes, à la progression rapide des importations et aux légères modifications apportées à la politique du Gouvernement : les prévisions relatives au déficit budgétaire ne se sont pas réalisées, les importations de denrées alimentaires essentielles ont été accélérées, la délivrance des permis de construire a été temporairement suspendue pour les habitations de luxe et l'expansion des crédits bancaires a été freinée. En fait, disposant d'instruments plus nombreux, les pouvoirs publics ont pu adapter plus facilement que les années précédentes la politique économique à court terme à la situation. Il serait certes souhaitable que de nouveaux perfectionnements soient apportés aux méthodes employées, par exemple qu'une plus grande souplesse soit donnée au programme d'importation de denrées alimentaires, et l'on est en droit d'espérer, étant donné les nouvelles améliorations apportées aux statistiques économiques, que de nouveaux progrès dans ce sens feront progressivement disparaître les difficultés que suscite, pour la détermination des mesures à prendre, la faiblesse de ces statistiques.

51. D'après les tendances enregistrées au cours des premiers mois de 1964, on prévoit un nouvel accroissement appréciable de la consommation privée et une nouvelle et forte reprise de la demande de construction de toutes catégories; les dépenses publiques — dépenses courantes et investissements — doivent s'accroître très sensiblement, les exportations ont repris, grâce surtout aux meilleures récoltes, et l'augmentation des investissements productifs du secteur privé paraît se poursuivre. Ces tendances ne semblent pas appeler des mesures visant à freiner l'ensemble de la demande intérieure, car la balance des paiements est toujours favorable et les réserves de devises représentaient approximativement sept mois d'importations (soit 1,1 milliard de dollars) au mois de mai. Au cours des prochains mois, les pouvoirs publics devront se préoccuper tout particulièrement des questions suivantes : le recours, en cas de nécessité, à des importations de denrées alimentaires essentielles afin d'éviter des hausses de prix qui risqueraient de déclencher une course des salaires et des prix; la reprise de la politique visant à libérer les importations de produits manufacturés afin d'enrayer la tendance naissante à une hausse de certains prix industriels; enfin, les mesures propres à éviter un nouvel emballement de la construction.

52. Il est en effet extrêmement probable que l'effet conjugué d'une forte reprise de la demande de logements et des vastes projets de travaux publics inscrits dans le Plan de Développement et au budget sera de soumettre le secteur de la construction à des tensions considérables. Indépendamment d'autres mesures correctives qui pourraient être prises, il semble indispensable de modifier dans les moindres délais le système actuel qui permet le financement, sur les fonds budgétaires, de la construction non seulement de logements à bon marché, mais aussi d'habitations plus luxueuses.

53. Le plan de développement de 1964-1967 qui entre dans sa première année d'application, marque le début de l'action entreprise par les pouvoirs publics pour donner une solution aux difficultés économiques à long terme de l'Espagne. Il est en effet très important qu'après les résultats très satisfaisants obtenus grâce au Programme de Stabilisation, les autorités s'attaquent aux problèmes de croissance économique et manifestent leur volonté d'organiser rationnellement la politique de développement dans le cadre du Plan. L'examen annuel de la mise en œuvre du Plan et la révision éventuelle de certains de ses objectifs et projections devraient permettre aux autorités de faire usage avec souplesse de ce Plan en tant qu'instrument de politique.

54. L'utilité du Plan pour le développement économique ne réside pas essentiellement dans le cadre macro-économique qu'il fournit. En réalité, ce cadre, qui définit les objectifs de croissance et la répartition souhaitable des ressources nationales, ne doit être considéré que comme une première étape qui doit aboutir le plus rapidement possible à l'élaboration et à l'application des mesures précises qui seront nécessaires à la réalisation d'un développement méthodique de l'économie. Les grandes intentions politiques exposées dans le Plan devront être complétées par des mesures concrètes dont la mise en œuvre devra être commencée sans retard. Les caractéristiques bien connues de la structure de l'économie espagnole, de même que ses tendances récentes, semblent conférer une importance prépondérante aux problèmes de politique suivants.

55. L'Espagne reste encore essentiellement un pays agricole. Le succès ou l'échec du Plan de développement tiendra donc en grande partie à l'accroissement de la production agricole. Il est indispensable que l'agriculture parvienne à fournir des denrées alimentaires dans les quantités et la qualité voulues à une population urbaine de plus en plus nombreuse et qu'elle puisse approvisionner en matières premières les industries qui transforment les produits agricoles. Il faudra d'autre part que l'agriculture libère de la main-d'œuvre que l'industrie pourra employer. Enfin, il est souhaitable que les revenus agricoles réels participent à l'amélioration générale du niveau de vie. Des mesures de soutien des prix sont nécessaires parce qu'elles atténuent l'ampleur des fluctuations; elles peuvent aussi servir à donner l'orientation voulue à la structure de la production agricole. Elles ne peuvent toutefois pas constituer le principal moyen de soutenir la production et les revenus de l'agriculture. Étant donné qu'en Espagne l'agriculture occupe une très forte proportion de la population, et que le niveau général des revenus y est faible, une telle politique serait trop onéreuse et pèserait exagérément sur les salaires industriels. Ainsi la véritable solution du problème réside-t-elle plutôt dans un relèvement de la productivité de l'agriculture. A cette fin, il faudra donner principalement au soutien accordé à celle-ci, la forme de mesures propres à accroître ou à faciliter les investissements dans ce secteur. De plus, il faudra prévoir les changements que l'accroissement des revenus des consommateurs apportera

nécessairement à la structure de la demande de denrées alimentaires et tenter d'exploiter au maximum les avantages relatifs dont jouit l'agriculture espagnole. Par ailleurs, il faudrait résoudre au plus vite les problèmes sérieux que pose la rationalisation du système actuel de commercialisation et de distribution des produits agricoles.

56. Toutefois, en Espagne, comme dans les autres pays, le développement de l'économie, c'est avant tout, le développement industriel. Il importe donc de prendre toutes les mesures nécessaires pour favoriser le maintien des investissements productifs du secteur privé au niveau élevé qu'ils ont atteint récemment, mais il est tout aussi indispensable de bien orienter le développement de l'industrie. Les difficultés que les importations de produits manufacturés causent depuis quelque temps à certaines branches de l'industrie espagnole (malgré la forte protection douanière dont elles bénéficient) et le fait que les exportations industrielles n'aient pas augmenté jusqu'à ces derniers temps, prouvent une fois de plus que d'importants secteurs de l'industrie espagnole ne sont pas en mesure de faire face à la concurrence. Il est même à craindre que de nouvelles industries ne soient créées dans des conditions analogues. Il est donc absolument nécessaire de rationaliser les industries existantes et de prendre des dispositions pour éviter la création d'entreprises non concurrentielles. Les pouvoirs publics devraient commencer par faire disparaître les facteurs qui font obstacle à la concurrence intérieure ou qui la faussent et, notamment, prendre des mesures pour soumettre les entreprises de l'I.N.I. aux rigueurs de la concurrence. Ils devraient ensuite reprendre le processus de libération des importations afin de stimuler la rationalisation et la modernisation des usines. A ce propos, la libération des importations de biens d'équipement, de produits demi-finis et de matières premières, et une réduction substantielle des droits qui leur sont applicables revêtiraient une importance particulière.

57. Le nouveau budget et le Plan de développement prévoient un accroissement considérable des investissements publics, qui devrait coïncider avec l'augmentation probable et souhaitable des investissements privés. Un tel programme exigera qu'un effort particulier soit entrepris pour qu'à l'avenir les projets d'investissements publics soient mieux coordonnés, et sélectionnés avec plus de rigueur, et aussi que soient réduits, dans la mesure du possible, les transferts et subventions de caractère moins indispensable (pour la construction de logements, par exemple). Toutefois, quels que soient les résultats obtenus sur ces deux points, il restera probablement très nécessaire d'accroître l'épargne publique. Il faut donc espérer que la loi qui vient d'être récemment votée et qui prévoit une vaste réforme du régime fiscal, permettra non seulement de corriger certaines des anomalies actuelles mais aussi d'accroître notablement le rendement total des impôts.

ANNEXE STATISTIQUE

TABLEAU I. PRODUCTION AGRICOLE

	UNITÉ OU BASE	1951-55	1956-60	1961	1962	1963 ¹
1. Indice de l'ensemble de la production agricole finale ²	1953-1954 = 100	100,2 ³	112,8	127,9	133,7	151,1
2. Indice de la production agricole végétale	—	100,4 ³	113,6	124,2	129,5	149,2
3. Indice de la production animale	—	99,7 ³	110,6	134,7	141,6	154,7
4. Blé	milliers de tonnes	4.031	4.358	3.431	4.812	4.860
5. Orge	—	1.950	1.772	1.744	2.162	2.070
6. Seigle	—	487	488	351	453	430
7. Avoine	—	515	493	495	513	460
8. Riz	—	358	379	393	392	349
9. Maïs	—	665	874	1.067	920	1.101
10. Pommes de terre	—	4.019	4.784	4.918	4.153	5.460
11. Tomates	—	816	981	1.205	1.269	1.300
12. Vin.....	milliers d'hectolitres	18.360	19.381	20.482	24.508	25.738
13. Betteraves	milliers de tonnes	2.615	3.145	4.423	3.584	2.479
14. Coton	—	63	157	318	335	295
15. Huile d'olive	—	362	385	361	316	610
16. Oranges.....	—	1.178	1.118	1.704	1.213	1.700
17. Viande — dont :	—	400	499	651	671	762
18. Bœuf et veau.....	—	123	141	178	163	172
19. Mouton et agneau	—	73	88	104	103	104
20. Viande de porc	—	177	233	239	245	311
21. Volaille .....	—	—	...	...	110	128
22. Lait	millions de litres	3.012	3.207	3.440	3.470	3.732
23. Œufs	millions de douz.	231	262	382	429	475
24. Poisson ⁴	milliers de tonnes	584	720	805	783	786

1. Chiffres provisoires.

2. Production destinée à la consommation humaine.

3. 1952-1955.

4. Pêche débarquée.

Source: « Anuario de Estadística » et Ministère de l'Agriculture.

**TABLAU II. RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES
D'APRÈS LEUR SUPERFICIE TOTALE ET LE NOMBRE D'OUVRIERS**

DIMENSIONS DES EXPLOITATIONS	NOMBRE DES EXPLOI- TATIONS (en mil- liers)	%	SUPERFICIE (milliers d'ha.)	%	OUVRIERS RÉMU- NÉRÉS (en mil- liers)	%	OUVRIERS NON RÉMU- NÉRÉS (en mil- liers)	%	NOMBRE TOTAL DES OUVRIERS	%	SUPERFICIE MOYENNE (en ha.)
Moins de 5 ha.	1.831	64,6	2.980	6,8	203	21,4	2.599	56,4	2.802	50,4	1,6
De 5 à moins de 20 ha.	709	25,0	7.138	16,3	200	21,0	1.484	32,2	1.684	30,3	10,1
De 20 à moins de 100 ha.	245	8,6	9.446	21,5	235	24,8	473	10,3	708	12,7	39,4
100 ha. et plus	52	1,8	24.340	55,4	312	32,8	54	1,1	366	6,6	467,3
TOTAL	2.837	100	43.904	100	950	100	4.610	100	5.560	100	

Source : Primer Censo Agrario de España, 1962.

TABLEAU III. PRODUCTION MINIÈRE ET MANUFACTURIÈRE

	UNITÉS	1941-45	1951-55	1958	1959	1960	1961	1962	1963 ¹
1. Houille	millions de tonnes	8,4	10,2	11,3	10,9	11,3	11,2	10,0	10,2
2. Anthracite	—	1,4	1,9	3,1	2,6	2,5	2,6	2,6	2,8
3. Minerai de fer	—	2,1	4,0	5,0	4,6	5,6	6,0	5,8	5,3
4. Pyrite	—	..	2,0	2,0	2,1	2,3	2,1	2,2	2,0
5. Énergie électrique	milliards kWh	4,4	10,0	16,4	17,4	18,6	20,8	22,9	25,8
6. Fonte et ferro-alliages	milliers de tonnes	550,0	810,8	1.302,1	1.675,4	1.885,5	2.117,0	2.079,4	1.925,5
7. Acier	—	606,0	986,4	1.560,4	1.823,0	1.919,1	2.325,1	2.265,4	2.301,7
8. Cuivre	—	9,4	17,7	42,7	51,4	41,8	44,2	45,9	44,4
9. Plomb	—	35,2	49,8	69,8	68,6	71,6	77,2	71,7	63,4
10. Aluminium	—	0,7	5,4	16,1	22,6	28,7	35,5	44,7	45,7
11. Acide sulfurique ²	—	149,0	674,9	1.072,3	1.141,0	1.132,4	1.236,0	1.241,5	1.500,9
12. Ciment	—	1.771,0	2.925,4	4.817,0	5.164,3	5.234,5	6.073,3	6.721,4	7.044,1
13. Papier et carton	—	..	202,4	321,0	330,0	342,1	381,5	371,0	461,9
14. Filés de coton	—	..	56,5	76,0	72,1	80,8	93,0	90,8	82,6
15. Tissus de coton .....	—	..	..	45,2	47,2	60,0	69,8	72,1	65,6
16. Filés de laine	—	..	11,4	14,1	12,2	13,0	16,1	15,7	17,0
17. Tissus de laine .....	—	..	..	11,1	8,8	9,6	10,0	9,9	11,0
18. Fibres de rayonne	—	..	30,8	49,5	46,8	55,8	47,6	56,4	60,7
19. Bicyclettes ³	milliers d'unités	..	..	185,5	160,8	149,2	173,6	216,0	257,0
20. Motocyclettes .....	—	..	..	126,4	108,6	87,7	110,8	92,5	108,1
21. Automobiles .....	—	..	..	32,6	37,8	39,7	53,2	62,6	77,1
22. Camions .....	—	..	..	7,6	12,0	15,4	26,6	40,0	49,5
23. Tracteurs	—	..	0,3 ⁴	2,0	3,3	8,6	11,5	8,3	13,0
24. Navires marchands ⁵	milliers de tonnes	20	..	145	112	158	143	142	179,5

1. Chiffres provisoires.

2. Non compris la production des usines de superphosphate.

3. Bicyclettes et motocyclettes de moins de 50 cc.

4. 1953-1955.

5. Tonnage lancé.

Sources: Ministère de l'Industrie et « Anuario Estadístico ».

TABLEAU IV. EMPLOI ET ÉMIGRATION

	1961	1962	1963	1962				1963				1964
				1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	1 ^{er} TRIM.
INDICE DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (1960 = 100)	100,5	105,3	107,8	105,7	105,8	104,6	104,9	109,6	108,3	107,0	107,0	107,2
TOTAL DES CHOMEURS INSCRITS (<i>en milliers</i>) ..	124,6	98,5	99,6	129,6	95,3	80,9	84,8	116,8	88,2	85,0	110,5	118,1
Agriculture et pêche	42,6	33,6	32,5	52,0	27,9	23,1	31,5	46,6	26,2	23,2	34,3	33,1
Construction	30,3	18,5	15,1	26,7	19,4	14,3	11,5	15,4	13,6	13,7	18,4	25,1
Industrie et services	51,7	46,4	52,0	50,9	48,0	43,5	41,8	54,8	48,4	48,1	57,8	59,9
ÉMIGRATION TOTALE (<i>en milliers</i>)	146,3	186,1	203,0									
Vers l'Europe	108,8	149,9	180,0									
Vers l'Amérique	35,7	32,0	22,4									
Autres destinations	1,8	4,2	0,6									

Source: Institut National de la Statistique et Ministère du Travail.

TABLEAU V. MONNAIE ET CRÉDIT

Milliards de pesetas.

	1960	1961	1962				1963				1964
	4 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	1 ^{er} TRIM.
I. DISPONIBILITÉS LIQUIDES (fin de période) :											
1. Circulation fiduciaire	75,0	83,9	83,1	86,5	93,2	98,0	98,0	100,8	108,0	112,9	112,2
2. Dépôts à vue	128,7	148,6	144,7	151,4	159,3	177,6	173,3	175,9	179,8	204,5	201,8
3. Disponibilités monétaires (1 + 2)	203,7	232,5	227,8	237,9	252,4	275,5	271,3	276,7	287,8	317,4	314,0
4. Dépôts à terme auprès des banques commerciales	111,3	134,9	144,1	149,6	156,1	164,9	173,3	178,9	184,8	191,9	202,0
5. Dépôts à terme auprès des caisses d'épargne...	74,0	89,5	94,3	97,3	103,6	110,3	116,1	119,4	126,8	135,1	141,7
II. CRÉDIT (fin de période sauf indication contraire)											
1. Avances de la Banque d'Espagne au secteur public :											
a) Administration centrale	17,4	13,9	8,8	3,6	4,5	12,7	8,0	4,2	8,6	9,4	13,5
b) Institutions internationales	2,8	3,8	4,8	4,8	4,8	5,1	5,1	5,1	5,1	5,9	6,9
2. Avances de la Banque d'Espagne au S.N.T. ...	4,5	4,8	3,8	2,1	7,1	7,2	6,6	4,8	7,3	8,0	7,4
3. Émissions de titres publics (accroissement net dans la période indiquée)	3,1	5,0	0,5	2,0	1,3	2,9	1,7	2,0	3,0	7,1	2,0
4. Avances du système bancaire (Banque d'Espagne et banques commerciales) au secteur privé.	232,3	281,1	291,6	309,6	326,2	356,1	371,9	392,7	404,0	433,0	439,1
5. Réescompte des banques commerciales auprès de la Banque d'Espagne	3,7	3,4	3,0	3,9	4,8	5,0	6,2	10,0	13,1	11,9	8,1
6. Portefeuille des banques commerciales :											
a) Titres publics	61,0	61,0	60,3	60,0	59,6	58,9	58,9	58,9	59,0	59,3	58,9
b) Titres privés	20,7	21,7	22,0	22,5	22,7	22,7	26,6	22,7	23,0	23,2	23,6
III. AUTRES STATISTIQUES FINANCIÈRES :											
1. Titres de la dette publique mis en pension par les banques commerciales auprès de la Banque d'Espagne (fin de période).....	40,2	42,6	40,5	41,0	47,5	46,6	45,3	49,6	58,0	55,3	44,0
dont : Crédits effectivement utilisés	14,6	16,3	14,6	18,7	15,2	18,5	12,3	20,6	10,8	13,4	5,6
2. Émissions de titres privés (accroissement net dans la période indiquée)	6,8	6,1	3,9	7,1	4,4	8,9	8,4	11,9	7,4	12,0	8,7
3. Taux d'encaisse des banques commerciales (%)	3,0	3,4	2,3	2,4	2,4	3,2	2,1	2,6	2,5	3,8	4,0
4. Taux d'encaisse + « disponible » des banques commerciales (%)	11,0	11,0	9,7	8,0	9,6	9,3	9,3	7,8	10,5	10,3	11,1
5. Taux de liquidité des banques commerciales (%) ¹	22,0	18,7	17,8	16,0	16,1	14,7	14,9	12,5	15,5	15,6	17,5
6. Taux de réescompte (%)	4,6	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0
7. Cours des actions (1958 = 100)	89,8	102,8	107,4	100,8	106,0	105,7	108,0	103,8	103,8	98,2	95,0
8. Cours des obligations publiques (1958 = 100) ..	102,0	107,4	107,4	106,5	107,0	109,7	111,2	108,4	109,5	107,2	109,7
9. Cours des obligations privées (1958 = 100)	110,0	122,1	126,3	122,6	126,9	129,1	128,7	127,7	126,3	122,0	124,9

1. Estimations approximatives du Secrétariat de l'O.C.D.E.

Source : Banque d'Espagne.

TABLEAU VI. COMMERCE EXTÉRIEUR

Millions de dollars.

	1960		1961		1962		1963		1963	1964
	1 ^{er} SEM.	2 ^e SEM.	1 ^{er} SEM.	2 ^e SEM.	1 ^{er} SEM.	2 ^e SEM.	1 ^{er} SEM.	2 ^e SEM.	JANV.- MAI	JANV.- MAI
1. Importations c.a.f.	343	378	498	594	715	855	932	1.023	770	904
2. Exportations f.o.b.	374	352	375	335	389	345	326	410	281	418
3. Solde (2-1)	+ 31	- 26	- 123	- 259	- 326	- 510	- 606	- 613	- 489	- 486

Source: « Estadística del Comercio Exterior de España. » Dirección General de Aduanas.

47

TABLEAU VII. AVOIRS OFFICIELS EN OR ET EN DEVICES

Millions de dollars.

	1959		1960	1961	1962	1963	1964
	JUIN	DÉC.	DÉC.	DÉC.	DÉC.	DÉC.	MAI
1. Or et devises convertibles.....	63	199	541	863	1.007	1.093	1.147
2. Comptes bilatéraux y compris billets de banque non convertibles	- 31	18	49	6	22	11	...
3. Engagements à court terme	- 36	- 109	- 90	- 3	-	-	...
4. Réserves officielles nettes	- 4	108	500	866	1.030	1.104	...

Source: I.E.M.E. et Banque d'Espagne.

O.E.C.D. SALES AGENTS

DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'O.C.D.E.

ARGENTINA - ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A.,
Alsina 500, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty, Ltd.,
62 Wellington Parade, East MELBOURNE, C.2.

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerald & Co., Graben 31, WIEN 1.
Sub-Agent: GRAZ: Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

BELGIUM - BELGIQUE

N.V. Standaard-Boekhandel,
Huideveltersstraat 57, ANVERS.
BRUXELLES: Librairie des Sciences (R. Sloops),
76-78, Coudenberg.

BRAZIL - BRÉSIL

Livraria Agir Editora,
Rua Mexico 98-B, RIO DE JANEIRO.

CANADA

Queen's Printer - Imprimeur de la Reine,
OTTAWA.

Prepayment of all orders required.
Les commandes sont payables d'avance.

DENMARK - DANEMARK

Ejnar Munksgaard Forlag, Nørregade 6,
KOBENHAVN K.

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,
HELSINKI.

FRANCE

Bureau des Publications de l'O.C.D.E.,
2, rue André-Pascal, PARIS (16^e).

Principaux sous-dépôtaires :

PARIS : Presses Universitaires de France,
49, bd Saint-Michel, 5^e
Librairie de Médecis, 3, rue de Médecis, 6^e
Sciences Politiques (Lib.), 30, rue Saint-Guillaume, 7^e
La Documentation Française, 16, rue Lord Byron, 8^e

BORDEAUX : Mollat.

GRENOBLE : Arthaud.

LILLE : Le Furet du Nord.

LYON II^e : L. Demorlière.

MARSEILLE : Maupetit.

STRASBOURG : Berger-Levrault.

GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.
Postfach 9380, 53 BONN
Sub-Agents: BERLIN 62: Elwert & Meurer.
MÜNCHEN : Hueber, HAMBURG : Reuter-
Klößner; und in den massgebenden Buchhand-
lungen Deutschlands.

GREECE - GRECE

Librairie Kauffmann, 21, rue du Stade, ATHÈNES.

ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson & Co. h.f., Hafnarstræti 9,
P.O. Box 1131, REYKJAVIK.

INDIA - INDE

International Book House Ltd.,
9 Ash Lane, Mahatma Gandhi Road, BOMBAY 1.
Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI, Scindia House.
CALCUTTA, 17 Park Street.

IRELAND - IRLANDE

Eason & Son, 40-41 Lower O'Connell Street,
DUBLIN.

ISRAEL

Blumstein's Bookstores Ltd.,
35 Allenby Road, and 48 Nahlat Benjamin St.,
TEL-AVIV.

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni
Via La Marmora 45, FIRENZE.
Via Paolo Mercuri 19/B, ROMA. Corso Cavour 93,
BARI.

Sous-Dépôtaires : GENOVA: Libreria Di
Stefano. MILANO: Libreria Hoepli. NAPOLI:
Libreria L. Cappelli. PADOVA: Libreria Zannoni.
PALERMO: Libreria C. Cicala Inguaggiato. ROMA:
Libreria Rizzoli, Libreria Tombolini. TORINO:
Libreria Lattes.

JAPAN - JAPON

Maruzen Company Ltd.,
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO.

MOROCCO - MAROC

Éditions La Porte, Aux Belles Images,
281, avenue Mohammed V, RABAT.

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Wholesale Agent: Meulenhoff & Co., N.V. Impor-
teurs, Beulingstraat, 2, AMSTERDAM C.
Principal Retailer: W.P. Van Stockum & Zoon,
Buitenhof 36, DEN HAAG.

NEW ZEALAND - NOUVELLE ZÉLANDE

Government Printing Office,
20 Moleworth Street (Private Bag), WELLINGTON
and Government Bookshops at
Auckland (P.O.B. 5344)
Christchurch (P.O.B. 1721)
Dunedin (P.O.B. 1104).

NIGERIA

University Bookshop Nigeria Ltd.,
University College, IBADAN.

NORWAY - NORVÈGE

A/S Bokhjornet, Lille Grensen 7, OSLO.

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65, The Mall, LAHORE 3.

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD

Van Schaik's Book Store Ltd.,
Church Street, PRETORIA.

SPAIN - ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID.
Libreria Bastinos de José Bosch, Pelayo 52,
BARCELONA 1.

SWEDEN - SUEDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 40, rue du Marché, GENÈVE,
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,
MONTREUX, BERNE, BALE et ZURICH.

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu,
ISTANBUL et 12 Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA.

UNITED KINGDOM and CROWN

COLONIES - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON,
S.E.1.
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

McGraw-Hill Book Company, O.E.C.D.-Unit,
TMS Annex, 351 West 41st Street,
NEW YORK 36, N.Y.

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Marsala Tita, 23, P.O.B. 36,
BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'O.C.D.E. n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à :

O.C.D.E., Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e).

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to
O.E.C.D., Publications Office, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e).

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

L'O.C.D.E. publie chaque année une série d'études économiques par pays.

La nouvelle série 1963-1964 comprendra des études sur les pays suivants.

ALLEMAGNE *
AUTRICHE *
CANADA *
DANEMARK *
ESPAGNE *
ÉTATS-UNIS *
FRANCE *
GRÈCE *
IRLANDE *
ISLANDE *
ITALIE *
JAPON *
NORVÈGE *
PAYS-BAS *
PORTUGAL
RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE *
ROYAUME-UNI *
SUÈDE *
SUISSE *
TURQUIE
U. E. B. L. *

* déjà paru

Prix par fascicule : F 3 FS 3 DM 2,50 5 s. US \$ 0,80

Abonnement à la série complète : F 42 FS 42 DM 35 £ 3 3 s. US \$ 10